

Ras-le-bol de la Sarkozie

PRÉPARONS



(PHOTO THÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

L'ALTERNATIVE ANTICAPITALISTE

Face à la mobilisation la réponse du pouvoir n'est que répression, réquisition et mépris. Il nous parle de démocratie, mais il est complètement illégitime. Contre ce président des riches, toujours là pour ses amis et sa famille, il devient nécessaire et urgent de construire une alternative à ce système.

Prise à la gorge par un mouvement puissant et solide contre sa réforme des retraites, la droite tente une sortie de crise par la violence. La clique de Sarkozy a commencé par fustiger « ceux qui bloquent » et « ceux qui cassent » pour tenter de discréditer le mouvement, de légitimer une intervention plus musclée des forces de police. Coups de

matraque et comparutions immédiates pleuvent, l'arbitraire est une seconde nature pour une droite qui prétend agir au nom des libertés fondamentales. La brutalité et l'intimidation ne feront pas refluer les mécontentements. Bien au contraire, c'est l'illégitimité de ce gouvernement qui s'en trouve mise à nue. Si le pouvoir s'acharne face à la fronde sans précédent qu'il a

provoquée, c'est qu'il poursuit plusieurs objectifs qui se complètent. Il s'agit d'abord d'imposer des mesures pour faire payer la crise à la majorité de la population. La réforme des retraites est aussi l'acte I d'un super plan d'austérité à l'image de ce que font la plupart des gouvernements européens, illustré en Grande-Bretagne par la suppression de 500 000 emplois publics.

Agenda

30 octobre, Autre Grenelle de la mer, Penmarc'h (Finistère).

Le NPA organise une rencontre sur la mer. De 10 heures à 18 heures, trois débats : la mer et l'industrie, la mer et la biodiversité, quel avenir pour les métiers de la pêche ? À 18h30, meeting avec Myriam Martin du comité exécutif du NPA. À 21 heures, concert avec HK et les Saltimbanks. RV salle Cap Caval.

30 octobre, colloque Amérique latine, Paris. Colloque « *Lutte contre l'impunité en Amérique latine : hier et aujourd'hui* » organisé par France Amérique latine (FAL) et l'Association d'ex-prisonniers politiques chiliens-France (AEXPPCH). RV à 9 heures à l'Assemblée nationale, 126, rue de l'Université. Inscriptions : 40ans@franceameriquelatine.fr

5-6 novembre, armes à uranium, Bourges. Dans le cadre de la journée internationale pour la prévention de l'exploitation de l'environnement en temps de guerre et de conflit armé, le comité NPA18 participe à Bourges (Cher) aux manifestations suivantes, à l'initiative du groupe « *Alerte Uranium* » du Collectif 18 contre la guerre.

Conférences - débats « *Pour la vérité sur les armes à uranium à Bourges* ». Projection d'une partie du DVD d'information réalisé par Avigolfe (durée 20 min). Interventions de : Alain Acariès, Abraham Béhar, Patrice Bouveret, Ria Verjauw et Roland Nivet. RV le 5 novembre à 19 heures, Salle des délibérations du conseil général, place Marcel-Plaisant. Journée d'actions « *Pour la vérité sur les armes à uranium à Bourges* ». Circuit itinérant : Bourges - Crosses - Avord - Bourges. Rassemblement à partir de 11h30, le 6 novembre, et départ de la place Séraucourt (près du château d'eau).

6 novembre, débat, No Border, Calais. Matinée d'info-débat sur le système Frontex, avec le réseau de lutte pour la liberté de circulation No Border et la présence de Migreurop. RV à 10 heures au cinéma Alhambra de Calais.

6 novembre, manifs retraite, national. Face à un gouvernement sourd aux revendications de la population, une nouvelle manifestation est appelée par l'intersyndicale. À Paris, RV à 14 heures, place de la République.

6 novembre, manif femmes, Paris. Pour la défense de l'avortement et de l'hôpital public, manifestation à l'appel du Collectif national droits des femmes, du Mouvement français pour le Planning familial et de l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception. La manif devrait converger à Bastille avec celle contre la réforme des retraites. RV à 14 heures place d'Italie, Paris 13^e.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Préparons l'alternative anticapitaliste !

SUITE DE LA PAGE 1

Il s'agit aussi de détruire le système de Sécurité sociale basé sur la solidarité, pour libérer les fonds qui « dorment » d'un point de vue capitaliste. De quoi ravir tous les profiteurs et en premier lieu le frère de sa majesté, et PDG du groupe Malakoff Médéric, Guillaume Sarkozy. En somme, les deux frères bossent ensemble. Le cadet détruit le système de retraite par répartition pendant que l'aîné en profite par le développement des fonds de pension du groupe qu'il dirige.

Il s'agit enfin d'infliger une défaite au mouvement ouvrier qui l'affaiblit durablement. Même les plus « mous », comme les dirigeants de la CFDT, ont été traités jusqu'ici par le mépris le plus total. C'est d'ailleurs un des facteurs qui expliquent la solidité de l'unité syndicale et la multiplication des appels à la mobilisation, même si, pour notre part, nous souhaiterions des appels plus fermes et unitaires à la grève générale reconductible.

Destruction des droits sociaux, mensonge, violence, atteinte au droit de grève, déni de démocratie, collusion d'intérêts, il y en a vraiment ras-le-bol de la Sarkozie !

Vouloir se projeter au lendemain de la « longue nuit du Fouquet's » le plus vite possible invite évidemment à débattre en termes de programme et de pouvoir. C'est un débat qui n'est pas

confiné aux mouvements politiques existants mais qui intéresse massivement celles et ceux qui sont engagés dans le mouvement.

On voit bien venir les socialistes, présents aux manifs – et c'est tant mieux –, mais pris dans une contradiction insoluble. De l'aveu même de Benoît Hamon, la position du PS ne se différencie pas vraiment de celle du pouvoir sur la question des retraites. Du coup, le chef des socialistes marseillais, Guerini, en a tiré toutes les conséquences et, dans la « capitale de la grève », a appelé conjointement avec le chef de l'UMP Gaudin à... cesser la lutte. Et le PS n'a même pas pris la peine de répondre à notre proposition d'appel à défendre dans l'unité le droit de grève. Entièrement situé dans le cadre de l'économie de marché, le programme des socialistes est une autre façon de faire payer la crise à la majorité de la population.

L'attitude de la Sarkozie met également en lumière le caractère nocif d'institutions républicaines rodées à la défense des intérêts de la bourgeoisie. La véritable rupture suppose ainsi à la fois la mise en œuvre d'un programme anticapitaliste basé sur l'appropriation sociale des grands moyens de production, sur la répartition des richesses, la protection des ressources et la rupture avec les institutions. Sinon, la radicalité du mouvement ne trouvera comme débouché

que l'alternance en 2012 sous la forme d'une coalition gouvernementale avec le PS. Le programme d'une gauche digne de ce nom ne peut pas être « partagé » avec celui du PS. C'est pourquoi le NPA en appelle au regroupement pour construire et imposer l'alternative anticapitaliste. Nous proposons que toutes les forces, équipes de militantEs radicaux du mouvement social, formations engagées dans la lutte, trouvent les moyens d'en débattre ensemble.

Une fois adopté par son très proche congrès national, le NPA soumettra pour sa part à la discussion son document intitulé « *Réponses à la crise* ». Refusant la séparation classiquement entretenue par les partis institutionnels et les directions des principales confédérations syndicales entre le « politique » et le « social », nous pensons que le contenu d'une politique alternative, les formes de sa mise en œuvre, doivent être au contraire étroitement liées. Le seul gouvernement utile serait ainsi à nos yeux un gouvernement par et pour la majorité de la population. Quel moment plus propice pour poser cette question que celui où les victimes des capitalistes font massivement irruption sur la scène politique ?

Fred Borras

regards



Sarah Pick (DR)

Propos recueillis par Franck Gaudichaud

FRANCE AMÉRIQUE LATINE fête ses quarante ans

Le 13 novembre, l'association France Amérique latine (FAL) fête ses 40 années de solidarité¹. Nous revenons sur l'engagement de cette organisation avec Sarah Pick, déléguée générale de FAL.

Peux-tu nous rappeler la genèse de France Amérique latine ?

La victoire de Salvador Allende et de l'Unité populaire au Chili en novembre 1970 a suscité un véritable espoir dans le monde, en particulier au sein de la gauche française. Celui-ci s'est concrétisé par la création de l'association France Amérique latine, le 13 novembre 1970. Mais tout bascula très vite quand, trois ans plus tard, le coup d'État de Pinochet chassa le gouvernement démocratique d'Allende ; quand les dictatures militaires commencèrent à s'étendre à l'ensemble de l'Amérique du sud et que les opposants se firent massacrer. FAL fut là pour jouer le rôle qu'on lui connaît aujourd'hui : dénoncer, comme association de solidarité internationale, les atteintes aux droits humains partout où elles se produisent en Amérique latine et dans la Caraïbe.

Comment peut-on y participer ?

FAL est une association loi 1901, dont le siège est à Paris, ouverte à tous ceux et toutes celles qui s'intéressent à l'Amérique latine et notamment à ses mouvements sociaux. FAL est une association démocratique et plurielle au sein de laquelle les orientations sont prises chaque année en assemblée générale. Mais c'est aussi un réseau d'une trentaine de comités locaux répartis sur tout le territoire français. Pour adhérer à l'association, il suffit de consulter notre site¹ et de prendre contact avec le comité le plus proche.

FAL était présente au contre-sommet de Madrid au mois de mai. Que représente pour vous ce type de rencontres ?

FAL était effectivement présente lors du IV^e Sommet des peuples qui s'est tenu en marge du sommet, très officiel, des chefs d'États d'Europe et d'Amérique latine. Ce sommet des peuples fut une initiative du réseau Enlazando Alternativas (« *Nouons des alternatives* ») à la création duquel FAL a contribué, en 2003, à la suite des premiers Forums sociaux mondiaux. FAL s'inscrit pleinement dans la construction de cet espace de résistance afin de mutualiser les luttes et de réfléchir, ici et là-bas, à la création d'alternatives. Au cours du sommet s'est également tenu le Tribunal permanent des peuples, destiné à interpeller la communauté internationale sur les abus commis par les multinationales avec la complicité des institutions européennes. Plus de 40 entreprises européennes (dont Veolia, GDF, Repsol, Nestlé, Continental, Perenco) ont ainsi été accusées de violations de droits sociaux environnementaux en Amérique latine.

Quelles sont les perspectives dans les mois qui viennent ?

Du 8 au 18 décembre 2010, aura lieu, à Paris un événement majeur dans la lutte contre l'impunité qui vient récompenser plusieurs dizaines d'années de combats de part et d'autre de l'Atlantique : « *le procès Pinochet* ». Ce procès, dont FAL est partie civile, est en fait le procès des bourreaux de quatre franco-chiliens. Mais au-delà, c'est l'ensemble de la dictature chilienne qui sera mise, pour la première fois, véritablement en accusation.

En Amérique latine, les résistances au néolibéralisme se développent et, depuis une décennie, les mouvements sociaux ont gagné du terrain. Quelques gouvernements latino-américains, notamment ceux d'Evo Morales en Bolivie, de Correa en Équateur ou encore de Chavez au Venezuela, essaient de mener à bien, non sans difficulté et contradictions, de nouveaux projets politiques porteurs de changement social. Mais de nouveaux coups d'État sont aussi toujours possibles, comme l'a rappelé celui du Honduras en 2009 ainsi que la tentative de renversement du président Correa, il y a quelques semaines en Équateur. Les avancées démocratiques restent ainsi fragiles mais nous espérons que la région va continuer dans une voie progressiste et que les mouvements sociaux européens pourront aussi se nourrir de ces luttes.

1. Espace Robespierre d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), avec, à partir de 14 heures, un forum débat sur le thème : « *Le mouvement social et syndical face à la crise : quelles solidarités internationales ?* » avec de nombreux intervenants de Solidaires, Attac, Crid, etc. Le soir aura lieu une grande fiesta latino et la projection de documentaires. Programme sur www.franceameriquelatine.org



(PHOTO THÉQUE ROUGE/TORRES)

Un mouvement social inédit

La mobilisation contre la réforme des retraites remet sur le devant de la scène la grève comme outil à la disposition des salariés. Manifestations et blocages font reculer les divisions entre travailleurs.

Les manifestations sont un peu le baromètre de la mobilisation. Elles rassemblent à chaque nouvelle date nationale des nombres de manifestants historiques. Le 19 octobre a confirmé le maintien dans la durée d'une mobilisation exceptionnelle, d'un refus massif de la réforme des retraites. Au-delà, les slogans, banderoles, multiples pancartes individuelles expriment un rejet profond de Sarkozy, du gouvernement et aussi « de cette société-là ». Nombre de militantEs conscientEs que face à l'épreuve de force imposée par le pouvoir, seule une grève générale interprofessionnelle permettra de gagner, peinent à convaincre dans leur milieu de se lancer sans attendre dans la grève reconductible. Mais ces difficultés bien réelles ne doivent pas nous masquer le changement majeur de la situation sociale actuelle.

Il n'y a pas eu, en France, de mouvement gréviste de cette nature depuis très longtemps. Le nombre de journées individuelles non travaillées – dénomination statistique et aseptisée des jours de grève – dans le secteur privé se situe sous 1 million par an depuis 1985, et en dessous de 500 000 depuis 1990 (sauf les 700 000 de 1995). Il est évident que nous avons dépassé ces chiffres dès aujourd'hui. Même si nous sommes encore loin des 3 à 4 millions des années 1974-75, il s'agit d'un changement majeur.

Sont en grève, outre les raffineries, des secteurs importants d'EDF (centrales et distribution), de la chimie, des cheminots, des routiers, des transports, des hôpitaux, des services publics locaux comme à Marseille mais pas seulement, des aéroports, et des usines le plus souvent en débrayages à répétition (une ou deux heures par jour... reconductibles).

À la différence des vagues de mobilisation depuis quinze ans qui s'appuyaient sur un secteur en lutte (cheminots, enseignants, jeunesse), soutenu ponctuellement par les autres, pour la première fois depuis très longtemps cette grève est, dans les faits, interprofessionnelle par ses acteurs et actrices comme par ses exigences. Cette expérience



est essentielle pour reconstruire la conscience de classe, celle que nous sommes bien dans un combat de nous – les salariés au sens large donc retraités, chômeurs, précaires – contre eux – les capitalistes servis par ce gouvernement. De même, la jeunesse lycéenne ou étudiante qui se mobilise, le fait comme futurEs salariéEs, en sachant qu'elle appartient à cette majorité de la société qui n'a que sa force de travail à vendre pour vivre.

C'est la grève elle-même comme arme des salariés qui reprend sa place et sa force. Impossible désormais de dire que « Quand il y a des grèves maintenant cela ne se voit plus ». La grève actuelle est le plus formidable démenti ! L'arrêt total des raffineries frappe au cœur même des plus grands groupes capitalistes, parmi les champions du CAC40.

EXPÉRIENCE FONDATRICE

Ce mouvement est aussi un antidote au poison de la division entre public et privé. Mais, la différence se fait sentir entre des secteurs qui ont la conscience de pouvoir bloquer l'économie et les autres, qu'ils n'aient pas le pouvoir ou la conscience de pouvoir paralyser la société en cessant le travail.

Dans cette situation, les blocages répondent à ce besoin de faire une grève utile. Loin de s'opposer ou de se substituer, grèves et

blocages se complètent et se renforcent. Les blocages de dépôts de carburants apportent un soutien pratique et utile à la grève des raffineries. Dans de nombreux secteurs, l'objectif d'utiliser le temps de grève pour bloquer donne un objectif et aide à convaincre. Le temps passé devant les dépôts, dans les zones industrielles, sur les carrefours et autres points vitaux de l'économie, est mis à profit pour tisser des liens entre les équipes militantes présentes. Ces lieux deviennent de vrais creusets de solidarité et de convergence interprofessionnelle à la chaleur des feux de palettes. Ils ne peuvent que renforcer les différentes formes de regroupements interprofessionnels qui voient le jour : AG inter-syndicales regroupant des responsables syndicaux combattifs éditant même des bulletins quotidiens, AG interpro de secteurs, ou encore regroupements plus ou moins autonomes des syndicats. Le développement de ces structures est bien évidemment inégal, plus ou moins significatif, mais il permet de dépasser le chacun dans sa boîte, les rivalités syndicales et dans certains cas de s'affranchir (un peu) du calendrier fixé par les confédérations.

Nous vivons une expérience fondatrice, un début prometteur.

Christine Poupin



Par Galia Trépère

BLUFF ET HYPOCRISIE

« Nous sommes arrivés en Corée pleins d'appréhension, nous en repartons avec grand espoir ».

C'est ainsi que Christine Lagarde a commenté la réunion des ministres des Finances et gouverneurs des Banques centrales du G20, les 22 et 23 octobre derniers.

Au vu des résultats de ce sommet, un vague communiqué égrenant une série de vœux pieux, le soulagement exprimé par Lagarde en dit long sur l'impuissance des maîtres du monde. Tout au plus permet-il de donner le change sur leur volonté de coopération avant le sommet du G20 qui se tiendra, les 11 et 12 novembre, à Séoul, alors que la concurrence économique mondiale pour accaparer les parts d'un marché rétréci par la crise fait rage, sous la forme, entre autres, d'une guerre des monnaies.

Les États-Unis, qui s'étaient assurés auparavant de l'appui de la Chine, ont été les maîtres d'œuvre de cette réunion de dupes. L'accord, intervenu après une nuit de négociations, stipule que les membres du G20 vont « s'abstenir de toute dévaluation compétitive » de leur monnaie et prendre des mesures pour « réduire les déséquilibres excessifs ».

Une belle hypocrisie de la part du secrétaire américain au Trésor, Geithner, alors que les États-Unis assurent à leurs multinationales un avantage de poids dans la guerre économique en faisant baisser le dollar, tandis que les pays émergents à forte croissance comme le Brésil sont submergés de capitaux spéculatifs qui font envoler leur monnaie et planer la menace d'un krach si ces capitaux se retirent de ces économies une fois leurs bénéfices pris.

Quant à Sarkozy, qui rêve de faire oublier ses déboires actuels lors de sa présidence prochaine du G20 en se faisant le promoteur d'une régulation du système monétaire et financier, il ne fera que la démonstration de son impuissance. Comment pourrait-il obtenir le moindre résultat tangible alors que circulent chaque jour sur les marchés monétaires 4 000 milliards de dollars qui proviennent de cette oligarchie financière dont il défend les intérêts ?

Pour sortir le monde de cette guerre économique et de ses ravages, il n'y a qu'une solution, la lutte des travailleurs et de tous les exploités pour la défense de leurs droits, l'expropriation de cette minorité ultra-privilegiée responsable de la crise.

leur monde...

Les flics remettent de l'ordre

Lyon. Je voulais vous signaler un incident qui nous a été rapporté par notre secrétaire de syndicat. Il était sur la place Bellecour avant le début de la manif du 19 octobre avec ses collègues pompiers et des groupes de jeunes, quand ils ont assisté à une agression verbale et physique de la part d'individus qui portaient des badges CGT, vis-à-vis d'un groupe de jeunes. Les pompiers se sont interposés et ont réussi à ceinturer les agresseurs (ce sont des pompiers et ils sont costauds !). Tant et si bien qu'ils ont eu la surprise de voir ces individus sortir leur carte de police pour se défendre car c'était des flics de la BAC !

Chambéry. Le 19 octobre à 18 heures avenue De Boigne, des jeunes encagoulés jettent des pierres sur un cordon de robocops (CRS ou gendarmes mobiles). Ça dure un bon moment...

Puis trois des ces jeunes, l'instant d'avant les plus hardis à jeter des pierres, remontent un brassard orange [police] sur leur manche droite, foncent sur l'un d'entre eux et l'immobilisent. Remarquable coordination car immédiatement surgissent une dizaine de robocops qui protègent le groupe. Et devant les commerçants médusés on voit trois jeunes encagoulés embarquer un de leurs potes sous la protection des robocops.

Rennes. Le 20 octobre à 4 heures, environ soixante étudiants de l'IUT Carrières sociales ont bloqué l'entrée du dépôt de bus. 300 conducteurs attendaient. Vers 9h30, les CRS sont arrivés. Après de rapides sommations d'usage, ils ont avancé sur les barrières et les étudiants ont reculé dans le calme et se sont réfugiés vers le bâtiment, encouragés par les conducteurs voulant les protéger. Un fort mouvement de foule s'est alors produit. Les barrières dépassées, les CRS ont

continué à avancer. Des CRS ont coincé et matraqué les conducteurs qui n'avaient pas réussi à s'échapper, trois ont pris des coups de matraque. Ils ont gazé tous ceux qui n'avaient pu entrer se mettre à l'abri, beaucoup plus de conducteurs que d'étudiants. Les CRS ont aussi dirigé leurs gaz sur ceux réfugiés derrière la grille d'enceinte. Après des pourparlers entre les instances présentes, et tandis que l'infirmière de la Star prodiguait les premiers soins, les étudiants ont évacué les lieux. Les conducteurs les ont encadrés protégés et applaudis pour qu'ils puissent sortir des lieux sans encombrés. Les conducteurs révoltés par les violences des CRS, se sont réunis en AG. Une grève intégrale a été votée pour la journée, à 95% des votants.

Saint-Denis. Le 22 octobre, alors que je sortais du travail, j'ai aperçu un groupe de policiers en civil qui contrôlait des jeunes. J'ai vu le policier le

plus proche de moi insulter un jeune et lui mettre une claque. J'ai demandé au policier de se calmer. Tout à coup, plusieurs policiers ont surgi derrière mon dos et m'ont plaqué violemment contre le mur : « Qu'est-ce que t'as ? T'es avec eux ? » Je leur ai répondu que je sortais du lycée où je travaille et leur ai répété qu'ils n'avaient pas le droit de se comporter ainsi. Un des policiers m'a dit alors : « Tu fermes ta gueule », puis il m'a mis une claque pour que je me taise et a continué de m'insulter. Comme je leur ai répété que j'allai témoigner contre leur attitude, l'un des policiers m'a pris par le col et m'a dit : « Maintenant tu dégages et tu fermes ta gueule. » J'ai retrouvé les trois jeunes contrôlés sur le quai du métro qui m'ont dit qu'ils venaient à peine d'arriver de Gennevilliers pour aller chez le coiffeur à Saint-Denis quand ils ont été violemment contrôlés par les policiers.

en bref...

Septiman 1^{er} n'est plus. Georges Frêche, président du conseil régional Languedoc-Roussillon et de l'agglomération de Montpellier, est mort dimanche 24 octobre. Il fut aussi maire de Montpellier de 1977 à 2004. Si nous respectons la douleur de la famille, nous ne nous associons pas à la série d'hommages à Georges Frêche. Avec ses dérapages, provocations et plaisanteries douteuses, l'homme politique a contribué à la banalisation du racisme dans notre région. Profitant des pouvoirs donnés pas les lois de décentralisation et cumulant les mandats, il a mis en place un système de gouvernement autoritaire et clientéliste : chantage aux subventions pour contrôler les élus mais aussi menaces et insultes, accords en sous-main ou au grand jour avec des élus de droite contre ses « amis » politiques, pressions pour avoir une presse aux ordres (après

un article critique, *Midi libre* avait été privé pendant un an de publicités issues des institutions contrôlées par Frêche)... Notons aussi qu'un pouvoir sans partage sur plusieurs décennies avait provoqué chez lui une forme particulière de mégalomanie, la Septimanie. Les admirateurs de Georges Frêche, sincères ou aux appétits mal dissimulés, lui donnent ce jour deux qualités : visionnaire et bâtisseur. Visionnaire ? Sa gestion n'était pas celle des affaires courantes et l'on ne saurait lui reprocher son manque d'ambition. Ceci dit, être « visionnaire » ne définit pas une politique. Si comme élu, alors de gauche, il a anticipé, c'est dans l'adaptation au libéralisme. Il a été le premier maire à gaspiller l'argent public dans des campagnes de publicité en faveur d'une commune (« Montpellier la Surdouée » au milieu des années 1980). Pour le reste, sa politique fut, elle, banalement social-

libérale : délégations de services publics au privé, cadeaux aux entreprises capitalistes... Quant à la « surdouée », elle reste, vingt-cinq ans après, celle qui détient, parmi les grandes villes universitaires, le bonnet d'âne du chômage, de la précarité et des bas salaires. Bâtisseur ? Oui, sous les mandats de Georges Frêche, Montpellier et son agglomération ont largement grossi. C'est aussi le cas des autres grandes villes du sud et de l'ouest, cela quelles que soient les politiques menées et Montpellier dispose d'atouts géographiques et climatiques (mer, soleil...), qui préexistaient à George Frêche. On peut aussi s'interroger sur l'expansion urbaine, en quoi serait-elle une bonne chose en soi ? Montpellier est-elle plus agréable à vivre maintenant qu'il y a trente ans ? Quant à la « vision » qui fut celle du « bâtisseur », elle est largement discutable : une expansion

urbaine continue, sans aucun effort pour préserver une ceinture verte et agricole, des centres commerciaux à l'américaine (Odysseum), de nouveaux quartiers uniformes et sans âme, des problèmes de circulation non résolus malgré des travaux permanents, des ouvrages de prestige coûteux et largement surdimensionnés. Avec la disparition de Georges Frêche, il est certain qu'une nouvelle page s'ouvre à Montpellier et en Languedoc-Roussillon. Le NPA n'entrera ni dans les querelles autour du choix du successeur ni dans les conflits, combinaisons et recompositions qui vont agiter les deux PS et leurs alliés potentiels. Dans le prolongement du programme défendu avec nos partenaires lors des dernières élections régionales, nous agissons pour la construction d'une véritable alternative de gauche à la gestion « Frêche ».
David Hermet, porte-parole du NPA 34.

Intersyndicale : se confronter ou accompagner ?

L'un des éléments marquants du mouvement actuel, inédit, contre la réforme des retraites est l'unité syndicale qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Cette unité des directions syndicales est perçue par une large frange des salariés, de la population, comme un atout, un point d'appui pour le mouvement. Le calendrier des grèves et manifestations n'est pas vu comme des « journées saute-mouton » sans perspectives, comme cela a été le cas ces dernières années, mais au contraire et jusqu'à maintenant comme des journées permettant de mobiliser, de faire le plein dans les différents secteurs. L'intersyndicale apparaît donc au plus grand nombre comme une opposition au gouvernement et à Sarkozy. La pérennité de cette unité s'explique avant tout par le fait que le gouvernement demeure inflexible sur le cœur de sa réforme (le report à 62 ans de l'âge légal du départ et à 67 ans pour un départ sans décote) et ne donne ainsi rien à négocier aux directions syndicales les plus ouvertes au dialogue social. Mais elle s'explique aussi par la profondeur des mobilisations, du mécontentement mettant en difficulté celle qui lâcherait le mouvement dans les mois qui viennent. Elle permet aussi à certaines directions, en particulier à la CFDT, de se refaire une santé sociale après avoir donné son aval à la réforme des retraites en 2003.

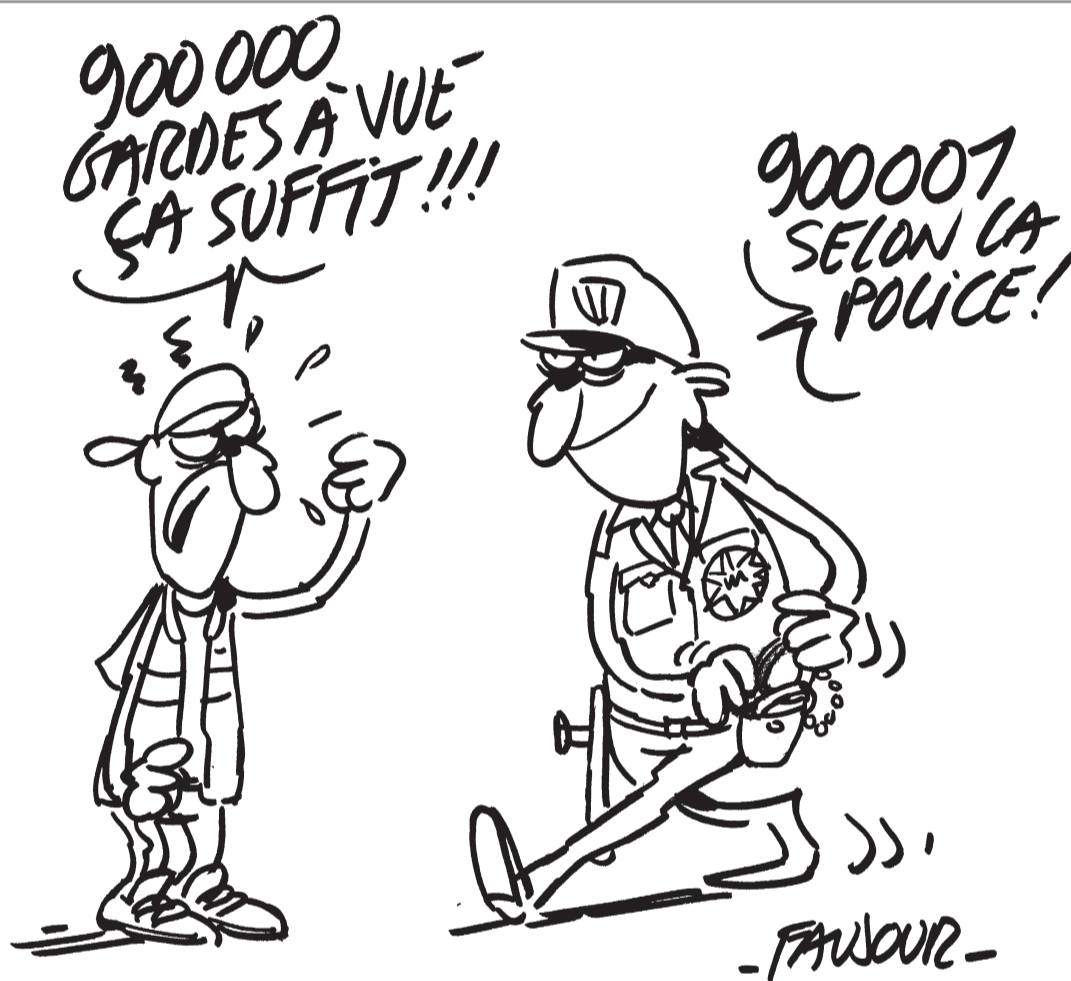
Mais cette unité n'empêche pas les divergences de fond et de stratégie d'action entre les huit. Sur le fond, l'intersyndicale dans son ensemble ne réclame pas le retrait du projet de loi mais seulement des nouvelles négociations pour pouvoir amender la réforme. Seuls la FSU et Solidaires revendiquent clairement le retrait de la loi.

De plus, la stratégie d'action de l'intersyndicale est une véritable faiblesse pour le mouvement. En effet, même si le calendrier choisi a permis de faire le plein dans les manifestations, il ne correspond pas à ce qu'il était nécessaire de mettre en œuvre pour construire une mobilisation d'ampleur, par la grève reconductible au moment même où cette question était posée dans de nombreux secteurs. Il en a été notamment ainsi au lendemain de la grande journée de mobilisation du 23 septembre.

Enfin, décider après le succès du 7 septembre d'une nouvelle journée après le vote à l'Assemblée nationale, et refaire la même chose au moment du vote au Sénat, c'est donner un message clair au gouvernement : on ne vous empêchera pas de voter votre loi ! Alors si les directions syndicales organisent, accompagnent la mobilisation en planifiant des journées d'action, elles refusent, pour une majorité d'entre elles, d'aller à la confrontation sociale majeure avec ce gouvernement, de généraliser le mouvement et ont même ces derniers jours des réactions frileuses lorsque les salariés les plus combatifs comme ceux des raffineries sont attaqués, quand le droit de grève est remis en cause.

On le voit encore à travers ce mouvement, les directions syndicales n'ont pas choisi clairement la confrontation pour maintenir un acquis social aussi important que celui des retraites. Mais est-ce bien étonnant ?

Sandra Demarcq



La garde à vue ne respecte pas les droits de l'homme

La Cour de cassation vient de rendre trois arrêts mettant en cause le régime actuel de la garde à vue.

Trois arrêts rendus par la Cour de cassation, le 19 octobre, indiquant que la garde à vue n'était pas conforme à la Convention européenne des droits de l'homme, ont relancé le débat sur sa pratique. Ces derniers mois, plusieurs affaires médiatisées, la dénonciation de la situation de non-droit dans laquelle se trouvent les gardés à vue ont permis qu'elle soit remise en cause.

Le fait que cela arrive à un moment où les interventions policières dans les manifestations sont plus que musclées, où les interpellations se multiplient, suivies, pour certaines, de gardes à vue et de déferrements, ne manque pas d'ironie. Et malheureusement, lors des comparutions immédiates, les peines de prison, fermes et avec sursis, pleuvent. Pour les personnes jugées en comparution immédiate, les procédures sont bâclées, les droits de la défense réduits à leur plus simple expression. Et lors des gardes à vue, qui concernent chaque année plus de 900 000 personnes, l'avocat, dans les dispositions actuelles, ne peut que rappeler ses droits à la personne concernée.

La Cour de cassation estime que les exigences d'un procès équitable et des droits de la défense requièrent des garanties procédurales rendant effectif le droit

pour toute personne gardée à vue de se taire et d'être assistée d'un avocat.

Cette décision suit les recommandations formulées par le parquet général le 7 octobre. Celui-ci s'était également prononcé pour que l'avocat puisse assister aux interrogatoires de son client pour les infractions de droit commun, ainsi qu'à l'ensemble des actes d'enquête auxquels il participe activement, notamment la confrontation et la reconstitution des faits.

La durée de garde à vue est de 48 heures maximum en règle générale, mais peut s'élever jusqu'à quatre jours en matière de terrorisme, de trafic de drogue et de criminalité organisée, avec accès possible à l'avocat seulement à la 72^e heure. La Cour de cassation estime que « la restriction du droit pour une personne gardée à vue d'être assistée dès le début de la mesure par un avocat [...] doit répondre à l'exigence d'une raison impérieuse, laquelle ne peut découler de la seule nature de l'infraction », mais elle n'interdit pas formellement les dérogations.

Le 14 octobre, la Cour européenne des droits de l'homme avait elle aussi rendu un avis rappelant notamment que « la personne gardée à vue a le droit d'être assistée par un avocat dès le début et pendant les interrogatoires, y compris

pour les régimes dérogatoires - criminalité organisée, terrorisme, stupéfiants ».

La chancellerie a élaboré un texte modifiant le code de procédure pénale sur le régime de la garde à vue. Ce projet, largement insuffisant, maintient notamment les régimes dérogatoires (criminalité organisée, stupéfiants et terrorisme), ne sera mis en application qu'au 1^{er} juillet 2011, ce qu'entérine par contre la Cour de cassation. Ce qui signifie que le régime actuel va perdurer encore neuf mois. Et par ailleurs, la ministre de la Justice prévoit la création d'un régime d'audition dite « libre », sans avocat, créé pour remplacer les interrogatoires coercitifs. Cette disposition est considérée, à juste titre, par les avocats, comme une façon détournée de préserver l'ancien régime de garde à vue.

L'augmentation des gardes à vue ces deux dernières années s'expliquent par la politique du chiffre du ministère de l'Intérieur. Ce régime s'appliquant de façon massive, le nombre de personnes concernées a augmenté. La population a pu prendre conscience de ce que cela signifiait en pratique : maltraitance des personnes arrêtées et non-respect des droits de la défense.

Anne Leclerc

Attaque historique contre les services publics et les emplois



Londres, le 19 octobre. (LOUISE WHITTLE)

GRANDE-BRETAGNE. Avec sa « revue d'ensemble des réductions budgétaires », présentée le 19 octobre, le gouvernement de coalition dirigé par les conservateurs a lancé l'attaque la plus dévastatrice sur les services publics jamais opérée depuis les années 1920.

Des réductions de dépenses publiques de 92 milliards d'euros vont être réalisées dans les cinq prochaines années et 500 000 emplois du secteur public doivent disparaître.

La crise qui était au départ celle des banques et du secteur privé est devenue pour le gouvernement celle des services publics. Nous serions tous dans le même bateau et devrions prendre part au paiement de la dette publique pour l'empêcher de couler.

Si certains secteurs comme l'éducation et la santé sont épargnés par les réductions, ils sont touchés par la privatisation, avec l'autorisation donnée aux écoles d'être indépendantes et la casse du service national de santé. Les autres services publics doivent réduire leurs dépenses de 19% en moyenne, les secteurs les plus attaqués étant l'aide sociale et le logement.

Une économie de 1,12 milliard d'euros par an sera réalisée par la suppression des allocations familiales aux revenus moyens. Les personnes malades ou handicapées vont cesser de recevoir des indemnités au bout de douze mois et les personnes en maison de retraite verront leurs allocations réduites de 2 800 euros par an. Le budget des enseignants à l'université est réduit de 40%, les droits d'inscription aux universités passent de 3 627 euros à au moins 7 900 euros par an. Les dépenses sociales de logement seront réduites de 27% sur quatre ans. Les nouveaux locataires de HLM devront payer au minimum 80% du prix du marché

pour leur logement. Les loyers vont grimper de 380 euros à 1 124 euros par mois en moyenne, ce qui se combinera avec l'introduction d'une limitation des allocations. Il est prévu que 82 000 familles, 200 000 personnes, seront contraintes de quitter Londres.

Alors que l'État providence est taillé à la hache, les députés conservateurs se réjouissent au Parlement et, à la City, les banquiers débouchent le champagne en constatant que leur contribution ne sera que de 2,8 milliards d'euros par an. Les banquiers ont touché 8 milliards de bonus cette année, presque autant qu'avant la crise.

Ces sacrifices ont été préparés par le ministre des Finances, George Osborne, baronnet¹ qui siège dans un cabinet composé de 18 millionnaires sur 27. Les réductions budgétaires sont beaucoup plus brutales pour les pauvres que les riches, en particulier pour les familles avec enfants, c'est-à-dire celles qui ont le plus besoin des services publics.

LA MOBILISATION S'ORGANISE

La mobilisation contre ces attaques ne fait que commencer. Le TUC, centrale syndicale unique, a organisé un rassemblement de 2 000 personnes la veille de l'annonce des réductions. Le soir, une manifestation appelée par des syndicats londoniens a réuni 5 000 personnes et s'est terminée par un rassemblement près du Parlement organisé par la Coalition de la Résistance, où Jesse Jackson, Tony Benn et d'autres ont pris la parole. D'autres protestations ont été organisées

le samedi dans toute la Grande-Bretagne, avec 20 000 personnes à une manifestation organisée par le TUC écossais, à Édimbourg.

Le syndicat des pompiers de Londres a fait grève samedi pour s'opposer au rallongement à douze heures des brigades et à la fermeture de casernes la nuit. Le syndicat du rail RMT continue de faire grève dans le métro de Londres contre des suppressions d'emplois qui mettent en jeu la sécurité du transport.

L'accroissement du nombre de manifestations et de grèves est encourageant. Mais le mouvement ouvrier et la gauche ne sont qu'au début du chemin qui mène à une situation où des millions de personnes sont dans la rue et font grève. Seule une action de masse à cette échelle est susceptible de faire reculer le gouvernement.

L'organisation d'une campagne de masse sera discutée à la conférence de la Coalition de la Résistance, le 27 novembre. Il existe d'autres campagnes comme Gardons notre système de santé public ou la Campagne pour le Droit au travail, chacune avec ses caractéristiques mais aussi des thèmes qui se recouvrent. Avec la hauteur des attaques, il est essentiel qu'il y ait collaboration étroite entre toutes ces campagnes. De cette façon, un front unique pourra être construit et donner confiance aux millions de salariés pour qu'ils rentrent dans l'action.

Fred Leplat

1. Titre de noblesse britannique intermédiaire entre baron et chevalier.

Crise politique et sociale

GUINÉE. Si le blocage du second tour des élections présidentielle est près d'être levé, cela ne change rien à la situation sociale déplorable des populations.

Des heurts violents ont eu lieu entre partisans du libéral Cellou Dallel Diallo de l'UFDG et Alpha Condé dont le RPG est affilié à l'Internationale socialiste, arrivés en tête du premier tour des élections avec respectivement 43 et 18% des voix. L'armée est de nouveau sortie de ses casernes et a commis exactions et violations des droits humains. En septembre 2009, la garde présidentielle et les milices du pouvoir avaient tué, blessé et violé des dizaines de personnes au stade de Conakry, capitale de la Guinée, où se tenait un rassemblement de l'opposition. À l'époque, Dadis Camara avait pris le pouvoir après la mort du dictateur Lansana Conté. Victime d'un attentat raté, diminué, il est alors envoyé en exil plus ou moins forcé au Burkina Faso.

Sous la pression des chancelleries occidentales, le n° 2 de la junte, Sekouba Konaté, prend les rênes du pouvoir et organise des élections présidentielles, qui se sont tenues en juin 2010. Depuis, l'organisation du second tour était bloquée en l'absence de consensus sur la présidence de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), créant une situation tendue.

À cela s'ajoute un résultat du premier tour laissant apparaître un vote essentiellement fondé sur l'ethnie, avec des dérapages de certains politiques sur la stigmatisation de telle ou telle communauté.

Cellou Dallel Diallo, ancien Premier ministre du dictateur Lansana Conté, a un discours plus libéral qu'Alpha Condé qui, lui, est toujours resté dans l'opposition sans jamais céder aux sirènes du pouvoir. Il n'hésite cependant pas à s'allier à des ministres et caciques de Lansana Conté ou de Dadis Camara et ne remet nullement en cause le rôle de la Guinée comme simple fournisseur de matières premières aux trusts impérialistes.

Une chose est sûre, aucun des deux candidats ne gêne le pouvoir français, pour qui seule compte la stabilité du pays. En effet, la Guinée a des frontières communes avec le Sierra Leone et le Liberia qui sortent avec difficulté de plus de dix ans de guerre civile et la Côte d'Ivoire, en crise depuis le début des années 2000 et dont le processus électoral est lui aussi difficile. La déstabilisation de la Guinée pourrait avoir un effet domino sur les autres pays.

Le gouvernement français a donc mobilisé ses alliés, le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré et Abdou Diouf, en charge de l'Organisation internationale de la francophonie, pour trouver un président de la Ceni acceptable par les deux candidats. Ce rôle est finalement dévolu au Malien, le général Sangaré. Dans l'hypothèse où le second tour se passerait bien, les principaux problèmes de la Guinée demeureraient. Une armée peu disciplinée, divisée, encline à reprendre le pouvoir pour continuer à bénéficier de privilèges importants au regard des conditions de vie de la population, une corruption qui favorise les pillages économiques du pays au détriment du peuple.

Mais cette situation n'est pas éternelle. La structuration et la puissance du mouvement syndical sont un point d'appui dans la recherche d'une alternative sur le terrain politique, autour de la construction d'une organisation qui se situe dans la lutte contre le capitalisme pour répondre aux besoins essentiels des Guinéens. L'enjeu des prochaines années est bien là.

Paul Martial

en bref...

Russie. Arrêtez l'autoroute et libérez Maxim et Alexey! Maxim Solopov, militant antifasciste russe, a finalement été libéré de sa détention préventive en attendant son procès. Son camarade Alexey Gaskarov est lui toujours en prison. Ces deux militants ont été arrêtés par la police au cours des mobilisations de masse qui ont duré deux ans pour sauver la forêt de Khimki, au nord de Moscou, menacée de destruction par la construction en son plein milieu d'une autoroute. La construction du premier tronçon de cette autoroute a été confiée à une filiale russe du groupe français Vinci pour un montant de 1,5 milliard d'euros. Au cours de la mobilisation, les militants ont dû s'opposer à une bande de fascistes masqués qui, eux, n'ont pas été inquiétés par la police. Les militants antifascistes Maxim et Alexey bénéficient d'un mouvement de

soutien important en Russie et ailleurs qui s'est exprimé lors de la journée internationale pour leur défense, du 17 au 20 septembre, dans 35 villes et 12 pays. Le pouvoir, qui a été obligé d'interrompre les travaux autoroutiers du fait de la mobilisation, cherche à se venger en punissant deux militants accusés rien moins que de « pogrom » (des carreaux cassés) au moyen de falsifications policières. Ils risquent sept ans de prison. La mobilisation internationale pour les libérer doit se poursuivre.

Morano s'oppose à l'allongement du congé maternité. Le 20 octobre dernier, les députés européens proposaient de porter la durée minimum du congé maternité à vingt semaines dans les pays de l'Union européenne et de mettre en place un congé paternité de deux semaines,

tous deux rémunérés à 100% du salaire. Ce vote a provoqué un tollé chez les dirigeants des différents pays. Nadine Morano, toujours la première à « défendre » les familles, a même déclaré : « Dans notre pays, on est dans la moyenne haute au niveau européen » avec seize semaines de congé maternité, « plus ce qu'on appelle deux semaines de congé pathologique », se plaignant par ailleurs que la mesure coûterait 1,3 milliard d'euros. C'est bien la première fois que la ministre explique que le congé pathologique de deux semaines qui n'est donné que lorsque la femme enceinte ne peut plus travailler sans se mettre en danger, fait partie du congé maternité ! Pour une fois que le Parlement européen prend une décision dans l'intérêt des populations, on remarque sans surprise que personne ne songe à l'appliquer dans les pays membres.

Sauver Mumia Abu Jamal. Le 9 novembre prochain la cour d'appel fédérale de Philadelphie devra se prononcer sur injonction de la Cour suprême des États-Unis sur le sort de Mumia. Elle aura à choisir entre la prison à vie et la peine de mort. D'après le comité de soutien à Mumia, une condamnation à la peine de mort est probable. Mumia Abu Jamal est en prison dans le couloir de la mort depuis 29 ans. Il est accusé d'avoir assassiné un policier. Son crime est surtout d'avoir fait partie des Black Panthers. Depuis des années, il clame son innocence et demande à être rejugué. Le comité de soutien appelle à ce que des actions soient partout organisées le 9 novembre pour interpeller la justice américaine et Barack Obama.

Travail et

Retraites: c'est aussi du travail dont il est question

«**Q**uand viendra le temps de la décision, à la mi-2010, il faudra que tout soit mis sur la table: l'âge de la retraite, la durée de cotisation et la pénibilité», déclarait Sarkozy devant le Congrès le 22 juin 2009. Il ne croyait pas si bien dire puisque aujourd'hui l'ensemble des questions sociales est posé par les mobilisations qui, à ce jour, ne faiblissent pas et restent polarisées par la question des retraites. Cette question sert de révélateur au ras-le-bol général qui a gagné les salariés ces derniers mois. Le monde ouvrier, le monde du travail, de ceux qui se lèvent tôt, ne va pas vivre plus longtemps et certainement pas plus longtemps en bonne santé. Et donc ne profitera pas de sa retraite. Et ce n'est pas un hasard si parmi les secteurs les plus mobilisés, on trouve ceux où le travail est le plus pénible: transports, dockers, raffineries. C'est bien dans les métiers où la relation conditions de travail-retraites est la plus directe que la mobilisation est parmi les plus fortes. La non-prise en compte de la pénibilité est avec la situation des femmes la mesure la plus injuste de la contre-réforme des retraites du gouvernement. La multiplication des suicides liés au travail a mis en lumière la souffrance au travail. Cette question pourrait bien être celle qui, au travers de la remise en cause du travail contraint et aliéné, alimente les luttes des prochains mois.



Un cimetière au pied d'une usine. Tout un symbole...
(PHOTOTHÈQUE ROUGE/CLAUDE ROELENS-DEQUIDT)



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)



Deux ouvriers

Libérons-nous du travail!

La place et le rôle du travail dans la société est l'enjeu d'un débat majeur. Sans remonter à l'Antiquité, où le travail est relégué dans les bas-fonds de la cité et confié aux esclaves, pour les classes possédantes, dans les régimes monarchiques et jusque dans les rangs de la bourgeoisie d'aujourd'hui, il est plus « noble » de vivre de ses rentes que de son travail. L'industrialisation et le développement du capitalisme ont mis le travail au centre des activités humaines. Si Marx a pu poser le travail comme « essence » de l'homme, la critique du travail dans la société capitaliste est bien l'un des fils conducteurs de sa dénonciation du système. Depuis « le travail rend libre » placardé à l'entrée des camps de concentration hitlériens, à la défense de la valeur travail par Sarkozy en passant par le triptyque « Travail, famille, patrie » du pétainisme, on voit que l'actualité de cette question traverse les années et même les siècles.

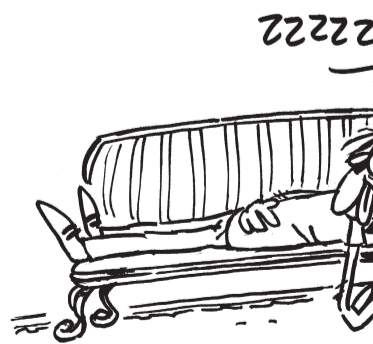
Libérer le travail comme activité humaine ou se libérer du travail ?

La réduction du temps de travail et le développement de la « civilisation des loisirs » ont conduit certains à envisager la libération du travail par sa limitation dans le temps, sa marginalisation dans la place qu'il occupe dans le temps humain. Outre que la généralisation de la production capitaliste à l'ensemble de la planète, le retour au « travailler plus » (« pour gagner plus »?) a tendance à saper les bases de ces espoirs, la cohabitation d'une activité aliénée (le travail) et d'activités « libres » se fait sous la domination de la première. Le développement massif du bricolage et la multiplication des grandes surfaces ad hoc peut certes révéler une réappropriation de l'activité construction, aménagement de son habitat, mais est plus sûrement lié aux difficultés économiques de la majorité des travailleurs face à cette exigence et se traduit plutôt par une double semaine de travail que par une activité ludique et émancipatrice. De même l'accès aux spectacles, aux activités artistiques est marqué au fer rouge des disparités et inégalités culturelles et financières auxquelles les comités d'entreprise et les activités culturelles des municipalités répondent de plus en plus mal.

Le noyau dur de la libération du travail reste bien la critique et le bouleversement de l'activité productive elle-même. Si la question du renversement « politique » de la dictature de la bourgeoisie, à travers son État, a fait l'objet de tentatives réussies (même si les bilans et les perspectives sont loin d'être clos sur ce point), la question de la transformation de l'activité productrice est un terrain encore plus en jachère. Et pourtant cette question est tout aussi politique que la première. Les fugitives expériences de la Commune de Paris, des débuts de la Révolution russe ou des espoirs engendrés par les expériences en Catalogne ne sauraient masquer le ralliement du pouvoir soviétique, y compris du temps de Lénine, au taylorisme et à sa dégénérescence stalinienne sous la forme atroce et délirante du stakhanovisme ou la terrible réalité des conditions de travail dans la Chine post-communiste. Si les luttes des syndicats après Mai 68 ou la lutte des Lip ont porté la contestation sur le terrain de l'organisation du travail et de sa finalité, on est

loin d'une contestation généralisée et de la première piste concerne le projet de la démocratie: l'identification à mettre en œuvre pour leur satisfaction la transition, à son dépérissement et à sa séparation de la société et réservée à la deuxième piste concerne plus de production décidée démocratiquement: suppression du travail de nuit ou de sécurité socialement inacceptable, du travail posté et des travaux des travailleurs. Plus ardue est la question de l'organisation corollaire, la division technique des travaux déqualifiés et répétitifs et la fracture travail manuel/travail intellectuel. Au centre des enjeux se trouve la nécessité pour libérer du temps pour la vie sociale créatrice et pour réduire dans un pays à un minimum. Pour Marx, le travail dans une société de développement des individualités où l'individu n'est pas contraint de travailler est nécessaire pour poser du surtravail, mais la société jusqu'à un minimum, à quoi elle conduit, etc.»

Robert Pelletier



aliénation



du textile dans une usine de Shanghai. (PHOTO THÈQUE ROUGE/RR)

Quelle place pour la lutte contre l'aliénation au travail dans l'histoire du mouvement ouvrier ?

C'est le capitalisme industriel qui donne naissance à la conception moderne du travail. Avec le marché et le salariat, tous les travaux effectués dans la société doivent être comparés : le travail n'est plus seulement perçu comme une valeur d'usage, mais aussi comme valeur d'échange. Ce processus se généralise dans nos sociétés où le terme travail s'applique à d'autres activités que celles pour lesquelles il était à l'origine réservé.

En 1835, un professeur dresse un portrait admiratif de l'inventeur de la machine à filer le coton, la Mule Jenny : « la principale difficulté n'était pas tant... d'inventer un mécanisme automatique pour étirer et tordre le coton en un fil continu, que d'apprendre aux hommes à se défaire des habitudes de travail désordonné et de s'identifier avec la régularité invariable du grand automate. Édicter et mettre en vigueur un code efficace de discipline industrielle, approprié aux nécessités de la grande production, telle fut l'entreprise herculéenne, l'œuvre grandiose d'Arkwright... il fallait un homme ayant l'audace et l'ambition d'un Napoléon pour venir à bout de l'attitude récalcitrante d'ouvriers habitués à ne s'appliquer que de façon irrégulière et sporadique... »
(Philosophie des manufactures)

Le mouvement ouvrier qui se crée au début du XIX^e siècle vise à se libérer de cette exploitation, mais pas obligatoirement de l'aliénation au travail. Les premières réflexions des socialistes utopiques visent surtout à organiser autrement la société, par des communautés dans lesquelles les ressources sont réparties plus égalitairement, sans remettre en question la conception même du travail tel qu'il est conçu par le système industriel. Seuls de rares penseurs minoritaires prémarxistes voient le problème du travail aliéné et comprennent que la question n'est pas seulement de changer la répartition des richesses, mais aussi la conception des relations humaines et du travail.

De nombreux courants ouvriers pensent se libérer de l'exploitation capitaliste en développant le travail indépendamment des patrons, par la petite entreprise, la coopérative et les échanges. Mais le fait de travailler hors de l'entreprise capitaliste ne change pas le travail lui-même. C'est le grand apport de Marx de comprendre que l'aliénation est créée par le mode de production capitaliste, et que seule une révolution sociale, transformant l'ensemble des rapports de production, peut créer les conditions pour la faire disparaître, même si les textes majeurs de Marx sur le sujet ne sont publiés qu'en 1932 (*les Manuscrits* de 1844) et dans les années 1950 (*les Grundrisse*).

Le débat fait rage dans les premiers congrès de la Première Internationale (1864-1870), jusqu'à ce que la majorité soit convaincue de la primauté de l'action collective des travailleurs, du rôle essentiel de la grève comme arme de lutte ouvrière et de la place du syndicalisme. La période qui commence après la Commune de Paris voit changer les débats. Tous les courants s'interrogent sur le moyen de renverser le capitalisme, de créer le socialisme. Est-ce par les élections, la grève générale, la révolution ? Peu de réflexions et d'actions pour modifier la conception du travail. Il est vrai que la classe ouvrière industrielle dans cette période s'accroît régulièrement et que le sentiment d'appartenir à une classe qui tend à être majoritaire dans la plupart des pays rend aussi difficile l'interrogation sur le travail lui-même : on est parfois frappé de cette fierté d'être ouvrier malgré toute l'aliénation que cela implique.

Dans la vague révolutionnaire 1917-1923 (Russie, Allemagne, Italie notamment) apparaissent partout des comités qui tendent à gérer l'ordre interne de l'usine, la longueur de la journée de travail, la discipline du travail, l'embauche et le renvoi, les assurances, et aussi la défense de l'usine, la lutte contre le sabotage des patrons. Ce contrôle ouvrier n'est pas l'expropriation.

En Russie, le débat s'engage entre l'autogestion et la nationalisation. La collectivisation réintègre finalement les socialisations spontanées dans le cadre des nationalisations. Cette dégradation s'accroît avec la stalinisation, pour arriver en 1935 à la glorification du stakhanovisme. Ce mouvement, du nom d'un mineur qui avait extrait en une nuit six fois la norme de production, vise à instaurer l'émulation socialiste : le travail est aussi aliéné dans ce schéma que dans toutes les entreprises capitalistes de la même période.

Tout cela est bien loin des réflexions qui émergent en 1936 dans la Révolution espagnole, au travers des collectivisations. En Catalogne, ce

mouvement concerne 1 à 2 millions de travailleurs. Le directeur est remplacé par un comité élu des travailleurs, la semaine de travail réduite, tout comme les écarts de salaire, et le travail aux pièces supprimé. L'expérience est trop brève pour bouleverser le travail lui-même. Le grand mouvement après la Deuxième Guerre mondiale est celui des nationalisations. Mais elles ne changent que très peu le travail lui-même, le PCF installant même là où il est majoritaire un système stakhanoviste soviétique (Berliet).

La grande vague de mobilisation suivant 1968 change les conditions de travail dans les entreprises, et fait réapparaître une réflexion sur le travail lui-même. En effet, au-delà des augmentations de salaire et des droits nouveaux pour les travailleurs, la victoire se traduit aussi par un changement profond des rapports de forces quotidiens dans les entreprises entre les cadres et les salariés. Les travailleurs imposent des cadences, des formes de contre-pouvoirs quotidiens. Le patronat met plus de dix ans à revenir sur ces acquis.

L'occupation et la remise en marche de l'usine Lip en 1973 est une de ces expériences dans lesquelles les salariés commencent à travailler autrement. Le récit qu'en fait Charles Piaget montre le chemin à parcourir pour changer le travail : « Dans les chaînes de montage, on ne peut pas réduire la cadence, on a ça dans le sang. Alors, on disait "arrêtez-vous cinq minutes de plus de temps en temps !" Là on a vraiment vu des chaînes invisibles, des chaînes qui les ligotaient à leur poste de travail, le cerveau, les mains, tout. C'était incroyable... et il a fallu des semaines pour sortir de cet esclavage-là. Petit à petit, ils se sont déconditionnés et ça a commencé à aller mieux. On a commencé à avoir des dialogues, des discussions... »

Finalement, on ne peut que constater que cette question n'a pas été au centre des préoccupations du mouvement ouvrier et que les expériences de travail dans d'autres conditions, avec d'autres conceptions basées sur la solidarité, le collectif, l'autogestion, sont brèves, trop brèves.

Les conditions actuelles de l'exploitation capitaliste, dans lesquelles les patrons cherchent à contrôler non seulement le travail fourni, mais aussi la façon dont il est fait imposent de réfléchir à nouveau à cela. Nous voulons changer la société pour répartir autrement les richesses et pour vivre autrement, c'est-à-dire transformer le travail en une activité créatrice et épanouissante.

Patrick Le Moal

1. Les Yeux rouges, Dominique Féret, 1998

Le «code de la communauté», 1842, Dezamy

«Aujourd'hui presque tous les travaux sont exténuants et répulsifs... Le manœuvrier, le cultivateur, l'ouvrier qui fait, quinze heures durant, des têtes d'épingle, le commis qui compare éternellement des colonnes d'additions, s'abrutissent à la longue dans la monotonie d'un travail toujours semblable, qui endort et oblitère toutes les facultés pensantes. Et il en est à peu près de même de la plupart des autres professions... depuis le dernier des salariés de l'État jusqu'au premier, le plus grand nombre est mortellement ennuyé et fatigué des travaux insipides qui, chaque jour, recommencent avec une invariable et éternelle monotonie. Chacun soupire après le repos, et ne recommence sa tâche de chaque jour que par l'impérieuse nécessité de pourvoir à des besoins qui vont toujours s'élargissant, par la charge d'une famille, l'éducation et l'établissement des enfants, etc.»

Il défend donc «l'émancipation du travail», la suppression des professions inutiles «fabriques d'armes de guerre..., tribunaux, clergé, armée, police, administration, fiscalité, saltimbanques, histrions, maîtres d'escrime, cabarets, cafés, maisons de jeux et de débauches» et la liberté de choix de la profession, la mise en place d'ateliers communs dans lesquels il n'y a que des travailleurs, les travaux sont diversifiés et modérés, d'une durée maximale quotidienne de cinq ou six heures, l'emploi «bien dirigé des machines» dont la force brute doit être asservie à la volonté de l'homme. Il réfléchit à un travail «parcellaire composé», dans lequel chaque travailleur accomplit plusieurs tâches par roulement, en prenant des exemples.

C'est un des seuls à cette époque qui commence à analyser l'aliénation au travail et pense à une autre forme de travail.

et surtout de la construction d'une alternative. global de société et notamment la construc- n, la quantification des besoins et des moyens tion. Vaste question qui touche à l'État dans à la suppression de la politique comme acti- à des spécialistes.

directement notre sujet : l'organisation de la ent. Certaines directions se dégagent facile- t (les équipements industriels peuvent passer ace humaine) sauf pour les questions de santé nables, comme les hôpitaux ; suppression des eux mettant en danger la santé ou la sécurité nisation matérielle, concrète du travail et de du travail. La limitation voire la suppression est un enjeu décisif si l'on veut s'attaquer à la ectuel, travail créatif/travail productif.

réduction du temps de travail indispensable iale et politique mais aussi pour des activités remier temps le travail contraint et contrai-

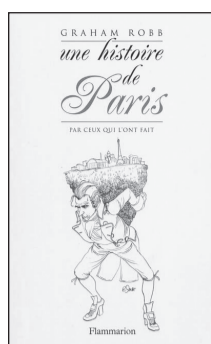
été libérée de l'exploitation : «c'est le libre dé- on ne réduit donc pas le temps de travail né- ais où l'on réduit le travail nécessaire de la i correspond la formation artistique, scienti-





<http://retraite.lille1.fr>
<http://www.raffineriegrandpuits.fr>

Des raffineries sont encore bloquées mais pour que les grévistes n'abandonnent pas le combat et que les luttes perdurent, la solidarité doit s'exercer à tous les niveaux. Les salariés ont mis en place des caisses de solidarité qu'il faut alimenter sans cesse. Vous pouvez aider Grandpuits en envoyant un chèque à l'ordre de : Intersyndicale CGT/CFDT Total GPS (Raffinerie de Grandpuits - intersyndicale CGT/CFDT, 77720 Mormant Cedex). Vous pouvez aussi aider la raffinerie de Fos-sur-mer en envoyant un chèque à l'ordre de l'Union régionale chimie Paca (maison des syndicats, allée Benoît-Franchon, 13500 Martigues), et la raffinerie des Flandres en envoyant un chèque à Sud-Chimie RF (Philippe Wullns, route du Fortelet, 59279 Mardyck).



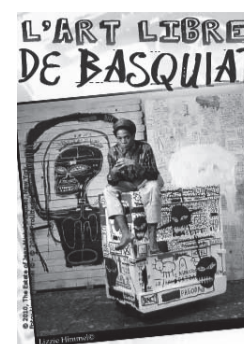
LIVRES
UNE HISTOIRE DE PARIS PAR CEUX QUI L'ONT FAIT

Graham Robb
Flammarion / 24 euros
Il s'agit d'un agréable recueil de plusieurs textes, chacun évoquant un point (un épisode, un personnage...) de l'histoire de Paris. Certes on sursaute parfois, l'auteur n'étant pas de notre bord, quand il évoque la Commune ou Mai 68. De même, quand il parle des sculptures de Notre-Dame, il se laisse entraîner par *Le Matin des magiciens*... j'ai connu et admiré Jacques Bergier, adversaire politique et fabuleux raconteur, sans prendre à la lettre tout ce qu'il disait ! Mais il reste bien des choses passionnantes, de la biographie de Guillaumot, qui consolida le sous-sol, jusqu'à la découverte du seul « col » parisien à Marx-Dormoy, en passant par le Palais Royal ou Vidocq.
Paul Louis Thirard



DVD
WE HAD A DREAM. HERETIK SYSTEM

Damien Raclot-Dauliac
L'histoire de la techno en France reste encore largement à écrire. Mais au sein des nombreuses tribus et sous-chapelles qui en assurèrent la propagande chez nous, les divers acteurs des free party restent sûrement les plus méconnus. Ce mouvement apparut dans l'Hexagone au milieu des années 1990 en incarna sûrement une des facettes les plus subversives et radicales. Le documentaire en question nous raconte cette aventure et pour une fois évite le piège de l'auto-célébration nostalgique. Image d'archives et points de vue extérieurs donnent la réplique au regard rétrospectif des principaux animateurs du sound-system. Tous les sujets sont abordés sans tabou ni hypocrisie, du plus noble (l'aspiration libertaire) aux apories de toutes formes de marginalité (drogues, violence, etc.). Sans oublier le poids de la répression policière, la méfiance du pouvoir et de l'ensemble de la société, voire d'une partie de la gauche.
King Martov



EXPOS
BASQUIAT

(jusqu'au 30 janvier 2011)
« C'est de la daube ! » Ainsi s'exprimait un visiteur admis à voir, après une longue attente, la première rétrospective consacrée en France à Basquiat (1960-1988) au musée d'Art moderne de la Ville de Paris. Il n'était pas le seul à s'avouer déçu des réalisations du prétendu « artiste maudit » qui sut, grâce à Warhol et à d'habiles galeristes, introduire des contrefaçons de « Street Art » dans les salons grands bourgeois, au plus fort de la bulle financière de l'art contemporain des années 1980. Ses premiers tags à proximité des galeries new-yorkaises, étaient destinés à se faire connaître d'elles, il ne leur proposait pas en naïf sa peinture « primitive » où il usurpait les symboles de la révolte noire, et c'est aujourd'hui un « bon placement » qu'estiment faire les grands affairistes comme Bernard Arnault quand ils collectionnent Basquiat à coups de millions de dollars.
Gilles Bounoure



BD
ZOMBILLENIUM

Arthur De Pins
Dupuis / 10,95 euros
Imaginez un parc d'attraction peuplé de véritables monstres : vampires, loups-garous, zombies. Sauf qu'il s'agit de vraies créatures, récupérées à des fins commerciales et gérées sur un mode capitaliste. Aurélien, un jeune homme décidé à tuer sa femme et son amant, se retrouve malencontreusement transformé en démon et engagé contre sa volonté comme employé du parc. Il ne peut compter que sur une jeune sorcière stagiaire pour lui venir en aide. Un récit décalé et plein d'humour noir, une comédie loufoque de grande qualité.
Sylvain Pattieu

l'essai

LA GUERRE DES CLASSES

François Ruffin
Fayard
254 pages
19 euros



« La guerre des classes existe, c'est un fait, mais c'est la mienne, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la remporter. » C'est en tombant sur cette citation de Warren Buffett, le golden-boy bien connu, que germe dans la tête de François Ruffin l'idée de ce livre. L'auteur assume d'emblée son projet : mettre la guerre des classes au centre du propos, « comme une vision du monde, une division entre riches qui s'enrichissent et pauvres dont seule la résignation s'accroît. » Il organise sa recherche en interrogeant le discours des organisations de la gauche traditionnelle, du PS et de ses alliés. Son verdict est sans appel : « prose d'impuissants. Qui déguise sa lâcheté sous les injonctions au "courage". » Ce sera l'un des fils rouges de l'auteur, jusqu'à poser cette question : Royal, Valls, Delanoë, DSK « à quel camp appartiennent-ils, au fond - eux qui prétendent qu'il n'y a plus de camps ? » Ruffin confronte en continu ces deux réalités : le discours des dirigeants de gauche, qui tous ou presque se refusent à désigner l'ennemi, le capital, et la réalité vécue au quotidien par les salariés, livrés à eux-mêmes, subissant fermetures d'usine et restructurations en cascade. Dans ce cadre, il utilise un certain nombre d'enquêtes qu'il a réalisées pour *Le Monde diplomatique*, sur Airbus, sur les ouvrières licenciées par Bernard Arnault, sur Valéo, sur la métallurgie dans le Vimeu... Cette structure rend la lecture très fluide et permet d'illustrer en permanence la réflexion, qui, si elle n'apporte aucun concept novateur, permet de démontrer le cadre idéologique qui lie le patronat, les riches et le personnel politique, comme l'affaire Woerth-Bettencourt est venu le rappeler. On ne peut qu'être d'accord avec Ruffin, lorsqu'il insiste encore et toujours sur ce fait : c'est l'opposition des intérêts de classe qui structure la société. Et dans cette guerre, il faut savoir choisir son camp !
Henri Clément

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

EXPOSITION

« Interdit aux moins de 18 ans » : Larry Clark, la critique d'art et tout le reste

Le photographe américain Larry Clark vient de voir sa rétrospective au musée d'Art moderne de la Ville de Paris « interdite aux moins de 18 ans » par la mairie, puis deux de ses œuvres censurées à Berne. Décisions obscènes sur des photos qui ne le sont pas.

« En ce qui concerne Larry Clark, il y a vraiment un avant et un après Paris ». C'est sur ce motif que les directeurs du musée des Beaux-Arts et du centre Paul-Klee de Berne ont retiré de leur exposition *Vice et Volupté* deux photos de Clark en même temps que *Deux femmes nues accroupies vues de dos* (1940), aquarelle de Grosz, l'expressionniste le plus détesté des nazis (« avant et après » très oubliés ici). S'ils avaient prévu initialement de « déconseiller » la visite aux moins de 16 ans et de cacher « les œuvres les plus crues » derrière des rideaux, c'est la crainte de poursuites pénales qui les a finalement décidés à ce geste de censure. Par prudence et non par pudibonderie, comme Bertrand Delanoë et son adjoint à la culture Christophe Girard avaient justifié huit jours auparavant leur décision analogue d'interdiction aux moins de 18 ans de la rétrospective à Paris (d'où un beau succès de scandale, après la une de *Libération* du 7 octobre sur cette affaire). Qui pourrait discuter l'ouverture d'esprit de ces édiles ? Tous deux marquent clairement leurs préférences sexuelles et le second, en tant que directeur de la stratégie luxe de LVMH, a la confiance de Bernard Arnault, lui-même aussi ouvert d'esprit comme amateur d'art (ses collections seront bientôt exposées sur le sol parisien du Jardin d'acclimatation) que comme investisseur dans la pornographie électronique (*Canard Enchaîné*, 18 novembre 2009 :

« Des grands patrons à fond la fesse sur Internet »). Selon Delanoë, c'est seulement que « ce qui était facile il y a 20 ans pose problème aujourd'hui ». D'où vient le « problème » ? Des ligues de vertu ou de défense « de l'identité française et chrétienne » largement moins offensives aujourd'hui qu'il y a 20 ans, des photos de Clark connues de longue date et régulièrement exposées à Paris sans la moindre polémique, des édiles eux-mêmes n'assumant plus leurs engagements politiques ou d'une « certaine idée de la jeunesse » à protéger par une sorte d'anti-pédophilie à la fois tatillonne et frénétique ? Quoi qu'il en soit, on a spectaculairement signifié aux moins de 18 ans qu'une des minces libertés naguère concédées à leurs parents leur est désormais déniée, et qu'on a décidé de les tenir à l'œil dans tous les sens du terme. S'ils en ont envie, les quinze photos « osées » (sur les 300 exposées) servant de prétexte à cette interdiction restent accessibles sur Internet ou dans les librairies, les livres de Clark n'étant encore interdits ni à l'exposition ni à la vente comme ils l'auraient été sous De Gaulle peut-être, ou peut-être même pas. Ils constateront alors que, dans ses photographies comme dans ses films justement réputés, il a porté sur les jeunes Américains d'il y a 30 à 40 ans, faisant l'amour, se droguant ou « jouant les durs », un regard toujours tendre, mi-amusé mi-complice, marquant une liberté qu'on leur défend maintenant d'avoir eux-mêmes, ou seule-

ment de voir. Ils comprendront qu'à travers l'exercice de critique d'art dont on les prive avec cette exposition, c'est toute la faculté de discernement et de contestation qu'on leur refuse, au nom d'un « principe de précaution » ici chargé de les infantiliser et de les mettre un peu plus au pas, et que l'obscénité n'est ni chez Larry Clark ni chez ses modèles, mais chez les censeurs de la jeunesse.
Gilles Bounoure



Larry Clark, *Untitled*, 1971. Courtesy of the artist, Luhring Augustine, New York and Simon Lee Gallery, London



(PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO)

Chaque semaine, nous consacrons une page à la préparation du congrès du NPA qui aura lieu les 10, 11 et 12 décembre 2010. Cette semaine, nous publions les trois positions qui ont émergé du débat d'orientation du parti.

POSITION 1

Une orientation pour les luttes et la construction d'une alternative anticapitaliste

« **V**ers une crise sociale et politique » écrivions-nous dans notre document d'orientation. Nous y sommes bel et bien, plus tôt et plus profondément même qu'attendu. Le mouvement social que nous connaissons est nourri par un profond mécontentement populaire qui rejette massivement la politique sarkozyste et ose opposer à la « légalité » républicaine la légitimité de la rue. Dans ces mobilisations le NPA s'est trouvé « comme un poisson dans l'eau », ses propositions ont rencontré une large sympathie. Le vote au Sénat vient d'avoir lieu et même si, au stade actuel, il semble difficile d'imposer le retrait, le mouvement social ne peut être considéré comme défait. Il n'est pas fini et marque un tournant social et politique considérable dont la force va continuer à agir dans les mois qui viennent. Pour autant il est confronté aujourd'hui à des difficultés et des obstacles : la grève générale reconductible nécessaire pour faire face à l'intransigeance du pouvoir ne s'est pas développée dans suffisamment de secteurs. Le calendrier fixé par l'intersyndicale tout comme le refus de poser clairement la question de la recon-

duction n'ont pas facilité la construction d'un rapport de forces suffisant. Cependant les directions syndicales ont dû accompagner le mouvement et ont été obligées d'aller plus loin que ce qu'elles souhaitaient. Notre congrès sera l'occasion de capitaliser les acquis de l'intervention du NPA dans le mouvement pour rassembler, regrouper, et, tous ensemble, entamer la nouvelle étape de la construction de notre parti. Cet automne représente pour toutes et tous un nouveau moment constituant de notre parti. Malgré nos faiblesses et nos modestes forces, nous avons pu vérifier, sur le terrain, la validité de notre projet et de notre orientation. Une orientation résolument tournée vers le monde du travail et la jeunesse, leurs luttes, une orientation pour faire vivre la démocratie par en bas, aider à l'auto-organisation, une orientation pleinement indépendante de la gauche libérale et de ses alliés, une orientation unitaire pour contribuer au regroupement de toutes les forces ouvrières et populaires. Tout au long des dernières semaines, il était clair que le princi-

pal souci de la gauche libérale n'était pas le retrait de la loi mais d'accompagner le mouvement l'œil fixé sur... 2012. Deux orientations se sont confrontées, celle qui reconnaît la légitimité d'une réforme et veut renégocier la loi, et celle qui voulait son retrait et qui, à travers la bataille contre la loi, lutte pour mettre en échec la politique qui veut faire payer la crise aux classes populaires, politique que la gauche libérale mène en Espagne, en Grèce, au Portugal. C'est cette dernière que nous portons. Elle s'inscrit dans la démarche définie par le texte « Nos réponses à la crise ». Et bien des militants commencent à tirer les leçons de ces semaines de lutte pour préparer la suite. Le NPA est leur instrument, nous voulons contribuer aux évolutions en cours en menant partout le débat sur les perspectives des luttes sociales et politiques du monde du travail. Ni suivisme ni sectarisme, une orientation pour rassembler, débattre, intervenir dans les mobilisations, construire.

POSITION 2

La cohérence et la continuité d'un projet anticapitaliste et révolutionnaire

A quelques semaines du congrès, le parti tout entier est mobilisé sur le terrain des luttes avec la population et les travailleurs qui rejettent massivement la politique de la droite et du patronat. C'est un encouragement et un soulagement, y compris pour celles et ceux qui ont pu être déçus par les dérives du NPA sur le terrain électoral. L'accélération de la crise est en train d'ouvrir une nouvelle période, mettant en cause les certitudes du passé sur les vertus du capitalisme et du « dialogue social », ouvrant de nouvelles opportunités pour les révolutionnaires. Ce ne sont pas uniquement les mesures iniques du gouvernement sur les retraites qui provoquent la colère. C'est l'injustice accumulée ces dernières années, les milliards donnés aux banquiers qui en ont profité pour spéculer de plus belle, le racisme d'État et la brutalité des interventions policières, la connivence manifeste entre le pouvoir et les riches et la crise du système à tous les niveaux qui continue inexorablement à broyer les existences et la planète elle-même.

Une crise d'une telle ampleur n'a rien de linéaire. L'offensive généralisée de la bourgeoisie contre nos conditions de vie peut être synonyme de dangers pour notre camp social (reflux, dé-moralisation, atomisation...), mais aussi de possibilités réelles d'accumulation d'expériences de luttes collectives comme nous le montre le mouvement sur les retraites. Les illusions institutionnelles peuvent également trouver un nouveau regain dans l'espoir d'un gouvernement vraiment à gauche, « au service de la population », comme le propage cette prétendue « gauche radicale », antilibérale, à la gauche du Parti socialiste, qui a vite fait de ramener dans le cadre des institutions les mobilisations et la contestation. Le rôle de notre parti est de favoriser partout le développement des mobilisations et la nécessité de l'auto-organisation à chaque étape, en expliquant inlassablement que le véritable « débouché politique » ne pourra se construire qu'au travers des formes de pouvoir que les exploités mettront en place eux-mêmes dans

le cadre des luttes. Nous devons apprendre à ne pas subir les aléas de la situation. La pire des choses qui nous soit arrivée est d'avoir créé le NPA en février 2009 dans l'enthousiasme des luttes notamment aux Antilles, en croyant que tout allait arriver très vite, puis d'avoir cédé au découragement en nous engouffrant dans une véritable fuite en avant sur le terrain électoral. Avant de sombrer peut-être à nouveau dans l'illusion que tout va bien puisque le parti se remobilise dans l'action. Nous devons tirer les bilans. La période ouverte par la crise et la lutte sur les retraites doivent remettre au centre la perspective stratégique de la grève générale pour en finir avec le capitalisme. Nous avons besoin de cohérence, de continuité, et donc de repères solides pour les luttes mais également sur le terrain institutionnel. C'est le sens du combat que nous menons depuis plus d'un an et que nous entendons poursuivre à l'occasion du congrès, sans exclusive, avec tous les camarades du NPA.

POSITION 3

Pour la lutte, une orientation unitaire liant social et politique

Le mouvement social contre la réforme des retraites est monté en puissance pour devenir un « mouvement d'ensemble ». Interprofessionnel, intersectoriel, intergénérationnel, il se dresse non seulement contre la réforme des retraites, mais aussi contre l'indécence des riches et l'arrogance des puissants, la crise qu'ils entendent nous faire chèrement payer, contre les politiques ultralibérales de destruction des conquêtes sociales, des services publics (école, santé, etc.) et des solidarités, contre le tout-sécuritaire et la xénophobie d'État... Au-delà de Sarkozy, Woerth et consorts, c'est ce régime et ses institutions qui sont rejetés. C'est tout le système qui est en crise, profondément et durablement. Les difficultés rencontrées pour basculer dans une grève générale reconductible renvoient à la situation dégradée de l'emploi, au chômage, à la précarité. Les blocages, qui n'existent que parce que des secteurs reconduisent des actions de grève reconductible, servent de relais et témoignent d'une conscience largement partagée : pour gagner, il faut créer un rapport de forces

en bloquant l'économie. Pour développer ce mouvement de contestation globale du pouvoir, le NPA et ses militants se sont résolument engagés dans la mobilisation sociale, sous toutes ses formes (grèves, manifestations, actions de blocages, etc.). Ils-elles ont ainsi contribué à construire ce front social qui défie le pouvoir, bouleverse la situation et peut transformer les rapports de forces. Il reste que des réponses politiques alternatives sont à construire ! Au-delà de l'exigence « qu'ils cèdent ou cèdent la place » portée par les millions de manifestants... Ce n'est pas le moindre paradoxe que la direction du PS et son orientation social-libérale puisse tirer son épingle du jeu. Pour traduire la colère sociale sur le terrain politique, pour offrir une alternative à l'alternance, la construction d'un front social et politique qui s'oppose au pouvoir libéral, qui conteste l'hégémonie du PS à gauche, est à l'ordre du jour. Le NPA peut et doit être un élément moteur de sa construction... Par en bas, à partir du mouvement, et aussi par en haut en prenant l'initiative

politique ! Là où existent de réelles interpros, il faut proposer aux militantes et aux militants qui se côtoient sur le terrain dans des actions de résistance de se rassembler dans des comités de lutte ou de mobilisation pour prendre des initiatives politiques. Partout, le NPA cherche à développer les solidarités interprofessionnelles et peut ainsi contribuer à initier ce front social et politique en prenant des initiatives unitaires qui associent au mouvement social les courants politiques à la gauche du PS, voire des courants du PS et/ou des Verts. Et il faut qu'une impulsion soit donnée au plan national. Le NPA doit en prendre l'initiative, s'adresser publiquement à l'ensemble des partis et des composantes du mouvement social qui se battent pour le retrait de la réforme afin de débattre et de construire une alternative au pouvoir du gouvernement et du Medef, clairement indépendante des logiques social-libérales. Une alternative à une simple alternance qui resterait dans le cadre des institutions de la V^e République.

Lapeyre Niort. Depuis le 14 octobre, huit des douze salariés du magasin Lapeyre de Niort (Deux-Sèvres) sont en grève pour refuser tout licenciement, soutenus par l'intersyndicale du groupe, lui-même filiale de Saint-Gobain. Le magasin, ouvert en 2005, embauchant dix-huit salariés, misait sur un chiffre d'affaires annuel de 8 millions d'euros. Objectif sans doute disproportionné, mis à mal par la crise. La direction a laissé pourrir la situation : le directeur, le responsable des ventes, le responsable des chantiers de pose (25% du chiffre d'affaires), deux vendeurs et un magasinier ont déjà disparu. Pour se débarrasser d'une partie des douze salariés restant, Lapeyre veut transformer le magasin en point de vente relais, revendu à un mandataire indépendant comme à La Rochelle et à Saintes. La tactique de Distrilap (le réseau des magasins Lapeyre, filiale du groupe) est claire : « externaliser » les licenciements en sortant du réseau Distrilap les salariés, qui perdraient alors leurs représentants du personnel, leurs moyens de négociation et les possibilités de reclassement au sein du groupe, par exemple à La Roche-sur-Yon. Distrilap a déjà éjecté 270 salariés (10% de ses effectifs) en 2009. Zéro licenciement et le maintien du magasin sous Distrilap sont les deux revendications des salariés, qui ont défilé en tête du cortège de la manifestation du 16 octobre à Niort. Le NPA est venu apporter son soutien au piquet de grève, dans la zone Mendès-France.

Correspondant

État d'urgence à Saint-Denis

Jeudi 14 octobre, à Saint-Denis, le proviseur du lycée Paul-Éluard, le plus gros de la ville, fait évacuer le lycée devant lequel 1 000 lycéens s'étaient rassemblés contre la réforme des retraites. Très rapidement, la police intervient, charge et gaze, procédant violemment à une dizaine d'interpellations. La BAC s'illustre de nouveau par sa violence, ses menaces de mort et insultes racistes. Après l'assemblée générale (AG) des étudiants de Paris 8, une manifestation est organisée devant le commissariat pour demander la libération des personnes arrêtées. Les jeunes sont relâchés, le lendemain pour les derniers, avec des convocations au tribunal sur le dos. Le lendemain, les quatre lycées de la ville sont bloqués et environ 2 000 lycéens se rassemblent de nouveau devant le lycée Paul-Éluard. Se met alors en place sur Saint-Denis un dispositif policier impressionnant. Du 18 au 22 octobre, ce n'est que blocages de lycées, manifestations, affrontements avec la police. Les lycéens s'organisent dès lors de plus en plus, appelant des AG de bahut et des AG inter-lycées réunissant jusqu'à six lycées des environs. Les contrôles au faciès se multiplient avec violence, intimidations et humiliations, harcèlement et provocations par une BAC surchauffée.

La réponse du NPA face à cela est de renforcer les passerelles entre lycéens, étudiants et jeunes salariés et de mettre en place des dispositifs de protection des manifestations contre la police.

Yoan Piktoroff, NPA Saint-Denis

Champigny : violences policières et solidarité de classe.

Mardi 19 octobre, les élèves du lycée professionnel Gabriel-Péri à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), ont manifesté dans la ville, après avoir voté le blocus du lycée. L'ambiance est alors très détendue dans cette manif d'une centaine d'élèves accompagnée seulement par deux profs, dont moi. Arrivés sur la nationale, une colonne de CRS se poste devant la manifestation, casques et flashballs sortis. Après quelques pierres reçues par les CRS, nous décidons d'éloigner nos élèves, les « jeunes du Bois l'Abbé » si souvent désignés comme bouc émissaires. Mais quelle ne fut pas notre surprise de voir les CRS nous charger, à l'opposé des jets de pierres ! M'interposant pour éviter les violences, un CRS me tabasse à coups de matraque en me traitant de « fils de pute », m'occasionnant cinq jours d'arrêt de travail. Des gaz lacrymogènes sont tirés pour faire reculer les lycéens. Heureusement, nous passons devant le piquet de grève des communaux de Champigny qui, solidaires, font une chaîne pour éviter les charges des CRS à l'encontre des lycéens. La solidarité de classe existe encore dans les luttes. Dans la confusion, nous ne pouvons empêcher l'arrestation de deux lycéens. Cette histoire montre que le pouvoir politique cherche la provocation mais que la lutte pour les retraites a renforcé la solidarité de classe. La protection des lycéens des quartiers populaires par les communaux en est un bel exemple.

Julien Sergère

Épreuve de force dans les raffineries

LE GOUVERNEMENT DE BLOQUE GRANDPUITS



Les coups de force du gouvernement contre les grévistes de la raffinerie de Grandpuits (Seine-et-Marne) ne parviennent pas à masquer l'essentiel : la plupart des raffineries du pays sont arrêtées, les grèves sont toujours aussi massives, plus une goutte d'essence n'est produite.

Ne reculant devant rien, les patrons du pétrole ont profité de cette semaine de grève pour annoncer la fermeture des raffineries de Reichstett (Bas-Rhin) et de Flandres (Nord), au mépris de la décision de justice donnant raison aux salariés. Cela n'a fait que renforcer la détermination des grévistes.

Le pouvoir s'acharne sur les grévistes de la raffinerie de Grandpuits. La première réquisition du 18 octobre a été retirée par le préfet lui-même pour ne pas la voir cassée par le juge car elle faisait référence à une ordonnance abrogée.

Mais la préfecture de Seine-et-Marne s'entête et a pris, vendredi 22 octobre, un nouvel arrêté de réquisition visant 169 salariés et a déchaîné une violence policière extrême face à la solidarité des habitants du quartier ou des militants d'autres corporations venus protéger d'un « cordon citoyen » les salariés réquisitionnés. Cet arrêté a été annulé le soir même par le juge administratif. Le préfet a pris alors immédiatement un troisième arrêté, visant douze salariés, afin de remplir les camions à partir des stocks. Ce préfet qui attaque si violemment le

droit de grève agit bien évidemment sur ordre de Sarkozy, celui-là même qui déclarait il n'y a pas si longtemps que « désormais, quand il y a une grève en France, plus personne ne s'en aperçoit ». Derrière ce harcèlement préfectoral et policier se cache la rage d'être confronté à la grève totale d'un secteur majeur de l'économie non corseté par un système de préavis, de service minimum, ou d'autres déclarations préalables.

Il y a aussi dans ces épreuves de force une grosse opération de communication du gouvernement. Il voulait pouvoir annoncer que l'ordre règne et que les voitures et les trains circulent au début des vacances scolaires. Il a pour cela donné la priorité aux stations service des auto-

routes. Mais sur le fond, rien n'est réglé. La raffinerie de Grandpuits est une petite raffinerie qui représente moins de tiers de la raffinerie de Gonfreville (Seine-Maritime) et moins de la moitié de celle de Donges (Loire-Atlantique), de Port-Jérôme à Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime) ou de Lavéra (Bouches-du-Rhône). La pénurie de carburant est bien réelle et l'économie est touchée dans son fonctionnement. C'est la rançon du choix du tout camion.

La grève n'a rien perdu de son efficacité, bien au contraire, elle commence à se faire sentir. Le Medef est « inquiet », ce qui ne fait que nous rassurer.

Christine Poupin

Despotisme à la CPAM de l'Oise

Jeudi 21 octobre, plus de 150 salariés de la CPAM de l'Oise, à Creil, ont débrayé pendant une heure, à l'appel de l'intersyndicale SUD-FO-CFDT-CGT, en soutien à leur collègue Cédric Favre, mis à pied arbitrairement par la direction de la CPAM. Depuis la fusion des CPAM de Beauvais et Creil le 1^{er} janvier 2010, le nouveau directeur Marc-André Azam impose des méthodes de « management violent » qu'il assume et dont il a déjà fait preuve dans d'autres régions (Normandie, Aisne). Par ailleurs, les représentants CGT de Beauvais sont fortement critiqués pour leur manque de

transparence au sein du comité d'entreprise (CE) et leur connivence avec la direction.

Dans ce contexte, la contestation d'un cadre, de surcroît représentant syndical, dérange les despotes et leurs sous-fifres. Cédric a ainsi été sanctionné à plusieurs reprises pour distribution de tracts, altercation verbale avec la secrétaire du CE, etc. Jusqu'au 4 octobre où la direction, sans concertation de toutes les parties, a décidé son licenciement sans préavis ni indemnités. Celui-ci fut heureusement rejeté le 19 octobre lors d'un CE extraordinaire, par cinq voix contre (Sud et CGT

de Creil) et trois abstentions (CGT de Beauvais).

Le rassemblement du 21 octobre a permis de mettre le directeur devant ses responsabilités. Après s'être expliqué avec les manifestants, il a levé le licenciement de Cédric mais pas sa mise à pied de sept jours. La mobilisation se poursuit donc, jusqu'à la levée de toutes les sanctions et le départ du directeur, véritable représentant de la destruction du service public de santé.

Gilles Pagaille

LGV, de l'or sur les rails

Démarrée il y a près d'un an, la mobilisation contre la ligne grande vitesse (LGV) dans le Sud-Ouest ne faiblit pas. La LGV fait partie des grands projets du Sud-Ouest (GPSO) et dans un schéma d'ensemble européen appelé Sud Europe Atlantique. Les GPSO concernent l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées, le Poitou-Charente et le Limousin. Des délégations chez les élus et une manifestation à Agen le 13 novembre sont prévues, alors que le vote sur le protocole de financement est proposé dans les divers conseils régionaux. Dans ces dossiers, il n'y a aucune transparence,

alors les associations se mobilisent pour informer : réunions publiques, interventions médiatiques, interpellation des élus et des organisations politiques. Les débats sont riches et variés, allant de la modification du tracé au refus intégral du projet.

La LGV s'inscrit dans une politique globale de casse du service public avec des choix politiques, sociaux et écologiques désastreux, comme une politique tarifaire indécente, notamment pour l'accès des plus modestes. C'est la privatisation camouflée d'un service public en donnant au privé l'exploitation de la ligne finan-

cée par nos impôts.

Le NPA a pris position dès le début contre la LGV. Nous défendons l'amélioration, le développement et l'extension du service public des transports ferroviaires sur les lignes existantes. Cela passe par l'abandon de projets démesurés, dépourvus d'utilité sociale, conçus uniquement pour la concurrence capitaliste et la rentabilité financière. Nous défendons la nécessité de mettre en place les moyens nécessaires pour l'établissement d'une décision démocratique.

Comité NPA Moissac (Tarn-et-Garonne)

Ford : la bataille continue

C'est officiel, Ford Europe va racheter son ex-usine de Blanquefort (Gironde). Un peu plus d'un an après l'avoir vendue à une holding mal définie, la multinationale revient dans des conditions surprenantes. C'est un nouveau rebondissement dans une bataille qui dure depuis février 2007 pour la sauvegarde des 1 600 emplois. La volonté de la CGT de maintenir la totalité des emplois est une des explications de ce revirement. La mobilisation des salariés maintenant la pression sur les pouvoirs publics en est une autre. La manifestation au Salon de l'auto le 2 octobre,

la médiatisation permanente, les multiples actions menées depuis juin, tout cela a contribué à faire bouger les élus et les collectivités locales. L'activité de l'usine Ford (premier employeur privé du département) induit 10 000 emplois indirects, ce qui a permis de sensibiliser la population et les acteurs économiques. Le contexte économique est également plus favorable pour l'industrie automobile et pour Ford. Nous sommes loin des discours alarmistes du patron d'il y a deux ans à peine. La Ford Motor Company a fait plus de 4 milliards de dollars de bénéfices en ce début d'année. La stratégie

des constructeurs peut évoluer et une usine qui devait être liquidée pourrait devenir une opportunité industrielle aujourd'hui.

La résistance, même d'une minorité de salariés, a contraint Ford à revenir. Mais les dangers sont toujours bien présents. Ford parle déjà de suppressions d'emplois pour 2011... sous forme de préretraites ! Nous sommes opposés à toute suppression d'emploi et nous allons continuer sur cette ligne. Par la mobilisation générale dans la région, nous pourrions sauver tous les emplois.

Carlos Abrantes, Philippe Poutou

La jeunesse ne désarme pas !

La semaine dernière la mobilisation des jeunes a encore grossi. Mardi 19 octobre, près de 200 000 jeunes sont descendus dans les rues. Jeudi 21, alors que les confédérations syndicales n'appelaient pas à une journée de mobilisation, on dénombrait plus de 55 000 jeunes en manifestation. Chaque jour, plusieurs milliers de lycées sont en grève et bloqués. Les facs commencent elles aussi à entrer dans la danse. Des assemblées générales (AG) regroupant plusieurs milliers d'étudiants se sont tenues à Rennes, Le Mans, Toulouse, Paris 1...

En fin de semaine dernière, le blocage avait été voté dans plus d'une dizaine d'universités. Le gouvernement toujours inquiet par ces mobilisations de jeunes tente tout pour les désamorcer. Une répression violente s'est abattue sur les lycéens avec présence policière dans les bahuts, tirs de flashballs, arrestations. Le gouvernement cherche à décrédibiliser le mouvement et à nous diviser entre d'un côté les «bons manifestants» et de l'autre «les méchants casseurs». Plusieurs administrations ont décrété la fermeture de facs après la tenue d'AG massives. Mais malgré tout ça, la mobilisation continue de s'étendre et la détermination des jeunes reste intacte. L'exemple du mouvement contre le CPE nous a prouvé qu'il était possible de faire plier un gouvernement, malgré le vote de la loi. Avec la multiplication des grèves reconductibles, la possi-

bilité de bloquer le pays et de faire céder le pouvoir devient crédible. L'enjeu de la mobilisation dans la jeunesse pour cette semaine est de la maintenir et de l'étendre malgré les vacances et le vote de la loi. Les lycées sont en vacances depuis le 22 octobre. Les étudiants doivent donc prendre le relais en se mettant massivement en grève, en bloquant le fonctionnement normal des universités et en sortant régulièrement dans les rues pour maintenir la visibilité du mouvement. Pour ne pas relâcher la pression, la coordination étudiante, réunissant près de 40 universités, appelle à une nouvelle journée de grève le 4 novembre, jour de la rentrée des lycées, en plus de la date du jeudi 28 octobre. Cette journée permettra aux lycéens de reprendre la mobilisation au plus vite. Pour la tenir et l'amplifier, il faut la structurer. Il faut généraliser les AG dans les lycées et les facs. C'est la garantie que les jeunes prennent en main leurs propres affaires. La tenue de coordinations nationales et régionales lycéennes et étudiantes est aussi un élément déterminant qui permettra d'étendre la mobilisation dans la jeunesse, de fixer ses propres rythmes. L'organisation et la structuration du mouvement est aussi le meilleur rempart pour résister à la répression que nous subissons.

Juliette Stein

Communiqué des lycées de Seine-Saint-Denis

Nous nous opposons à la réforme des retraites voulue par Sarkozy ainsi qu'à sa politique plus générale.

[...] Sarkozy fait appel au vote unique au Sénat pour mettre tout le monde devant le fait accompli. Il n'hésite pas non plus à utiliser la violence et la répression, comme à Lyon ou devant les raffineries, ainsi que les provocations policières pour nous démobiliser. Ce n'est pas ça qui va nous faire baisser les bras, bien au contraire.

Les médias se focalisent exclusivement sur les casseurs et ne parlent pas de la portée des grèves et des manifestations qui secouent le pays. Mais le premier des casseurs, c'est le gouvernement, sa politique agressive, raciste et de recul social.

Ce que nous avons fait jusqu'à présent et ce que nous voulons faire, c'est construire un mouvement encore plus massif pour faire reculer le gouvernement. Ce que le Parlement fait, la rue peut le défaire ! Aujourd'hui dans la rue, demain on continue, même après les vacances. Dès la rentrée nous poursuivrons la mobilisation ! Sarkozy n'est pas le Roi, faisons valoir nos droits ! Toutes et tous en grève et dans la rue jusqu'au retrait !

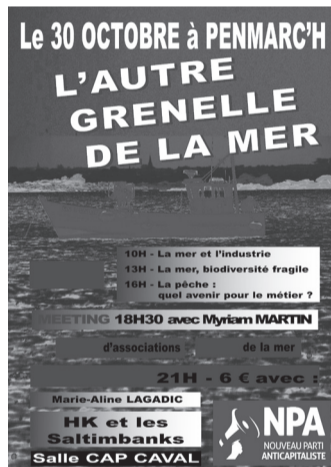
Coordination lycéenne 93-Ouest :
Bartholdi (Saint-Denis), Blanqui (Saint-Ouen), ENNA (Saint-Denis), Éluard (Saint-Denis), Feyder (Épinay), Sabatier (Bobigny), Suger (Saint-Denis)

Un autre Grenelle de la mer à Penmarc'h

Il y a plus d'un an, le gouvernement, après des simulacres de concertation, publiait son document du Grenelle de la mer qui ne cherche qu'à conforter le modèle libéral de la pêche. Le 30 octobre, à Penmarc'h (Finistère), le NPA de Bretagne Ouest prend l'initiative d'ouvrir un «Autre Grenelle de la mer», bâti sur les réalités de l'urgence économique, sociale et écologique. Le NPA souhaite y associer toutes les organisations politiques de gauche, les syndicats, les associations, les citoyennes et citoyens intéressés par ces problématiques. Le modèle productiviste appliqué à l'agriculture et à la pêche nous entraîne droit dans le mur. Ses serveurs zélés ne tirent aucune leçon des crises et poursuivent leur recherche effrénée de profit, sacrifiant les territoires et les femmes et les hommes qui y travaillent et y vivent. La pêche mondiale est en pleine restructuration. L'Europe et les gouvernements nationaux privilégient une pêche industrielle ravageuse au détri-

ment de la pêche artisanale. Depuis les années 1980, nous assistons à la faillite d'armements, à la disparition en grand nombre d'emplois de pêcheurs et d'emplois induits (un emploi en mer pour quatre emplois à terre). Qui se soucie de la situation de marins de la pêche hauturière qui partent quinze jours en haute mer pour un salaire parfois inférieur à 100 euros? Qui se soucie de l'importation massive de produits de la pêche industrielle ou de l'aquaculture intensive, avec la complicité de la grande distribution, qui rendent impossible la vente des produits locaux, gaspillés et rejetés à la mer? Les pêcheurs artisans du monde entier subissent ces mêmes décisions du capitalisme le plus cynique et les gouvernements se désintéressent des drames des populations littorales. Les conserveries ont disparu, rachetées et délocalisées par des grands groupes ou des fonds de pension, après le pillage de leur savoir-faire, brisant le tissu industriel des villes côtières et laissant le

souvenir du grand métier et la tradition ouvrière au rayon des écomusées. Les ports sont transformés en lieux de riche villégiature. La Défense nationale empêche tout développement industriel en monopolisant les équipements portuaires, alors même qu'elle se désengage, entraînant des licenciements dans la sous-traitance qui transforment la région en désert économique. Pourtant, une industrie écologiquement responsable est viable et les compétences existent comme dans la construction et déconstruction navale et le développement des énergies renouvelables liées à la mer. Le 30 octobre à Penmarc'h nous aborderons trois thèmes : la mer et l'industrie, la mer et la biodiversité, l'avenir du métier de pêcheur. Nous invitons les associations qui agissent dans le cadre de la protection de l'environnement maritime à tenir des stands d'exposition. Chaque débat fera l'objet d'un relevé de conclusions avec expression de revendications. Un document, «les actes de



Penmarc'h» sera établi qui servira de texte cadre. Nous élaborerons ce document de façon unitaire avec les organisations politiques de gauche, les syndicats, les associations, les citoyennes et citoyens intéressés par ces problématiques. Cette force unie sera seule capable de porter ces revendications devant les instances européennes, nationales et régionales.

Louis Le Pape, pour les comités NPA Ouest Bretagne

en bref...

Meeting Krivine à l'Ageca. Le 22 octobre, le comité NPA Paris 11^e a invité Alain Krivine à un meeting pour analyser la situation politique et sociale, décrypter la mobilisation et développer des perspectives. Le moment était à la fois judicieux car situé en pleine mobilisation et risqué car tous ceux qui sont impliqués dans cette lutte sont épuisés. Ce meeting a pourtant rassemblé plus de 50 personnes. Le discours d'Alain Krivine et l'échange qui a suivi ont été salués par tous. Les questions soulevées sur la coordination des luttes en Europe, la difficulté d'entrée en grève du privé face à la pression des patrons et petits chefs, la répression

policière dans les manifs, auprès des jeunes notamment, confirmer cette nécessité de débattre, d'apporter notre expérience. On ne peut faire l'impasse sur ces discussions. Localement, nous avons rappelé le rôle du collectif retraite, notre forte implication et incité les participants à nous y rejoindre. Une camarade de la poste du 11^e nous a exposé les pressions de sa direction que subit le personnel depuis une action de débrayage. Ce type de pause au cœur de l'action, où l'unité conduit la mobilisation, est rendu nécessaire pour faire entendre nos positions, nos analyses, nos différences. Multiplions ce type d'initiative.

LE N°14 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO un dossier sur la classe patronale, un retour sur les années Thatcher, un hommage à Georges Fontenais... et bien d'autres articles encore !

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : *Tout est à nous* !, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire ci-contre.



S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT : CODE GUICHET :
N° DE COMPTE :
CLÉ RIB :
Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

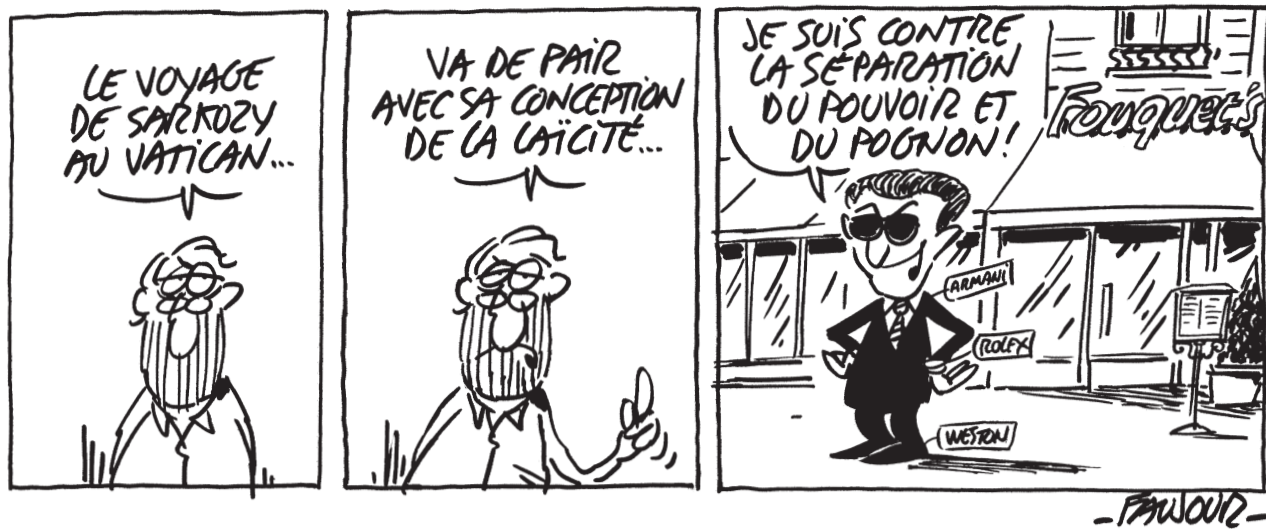
- Hebdo 6 mois 1 an
 28 euros 56 euros
Mensuel 6 mois 1 an
 22 euros 44 euros
Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
 20 euros 40 euros
Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 38 euros 76 euros

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Solidarité des travailleurs grecs avec les français.

L'initiative des syndicats de base du privé et du public ainsi que les AG des associations estudiantines de Thessalonique ont organisé, le 21 octobre, un rassemblement suivi d'une manifestation pour exprimer leur solidarité au peuple français qui se bat dans la rue contre la politique réactionnaire de Sarkozy. La manifestation s'est dirigée vers le consulat français où elle a été accueillie par des unités de MAT (CRS grecs). L'affrontement a pu être évité grâce au sang-froid des manifestants et la manifestation s'est poursuivie à travers les rues de la ville « accompagnée » par les MAT. Les manifestants scandaient : « De Paris à Thessalonique, tous en lutte, tous pour la victoire », « Ici comme en France, révolte partout contre le gouvernement, l'UE et le FMI », « La solidarité est l'arme des peuples. Victoire au combat des ouvriers français » et « Ça va être comme en France, ça va être la panique, le capitalisme ne nous fera pas mourir ».

Un Observatoire... borgne.

Le syndicaliste CGT Charles Foulard est poursuivi en justice par l'Observatoire de vigilance contre l'antisémitisme, pour avoir déclaré après l'évacuation violente du site occupé de Grandpuits par la police : « Il y a eu les rafles de Pétain, on a aujourd'hui les rafles des acquis sociaux ». L'Observatoire a

l'indignation sélective. Qu'a-t-il dit lorsque Sarkozy, à l'université d'été du Medef, a déclaré qu'il est inutile d'enseigner l'épisode de Vichy si la justice accepte les dénonciations anonymes de patrons ? Il s'est fait applaudir à tout rompre par le Medef, ravi que le président ait comparé les patrons voyous aux victimes juives de la Collaboration. Lorsque Carla Bruni-Sarkozy, mécontente des articles que des journaux lui consacrent, a comparé la presse d'aujourd'hui à celle de Vichy, qu'a dit l'Observatoire ? Lorsque Goasguen, maire UMP du 16^e arrondissement, au Conseil de Paris qui lui reprochait l'insuffisance de logements sociaux, répond que si ça continue, ses administrés « devront porter l'étoile jaune », qu'a dit l'Observatoire contre cette comparaison honteuse de sa politique de ghetto de riches avec les victimes juives du nazisme ? Cécité volontaire ? Lundi soir, on a vu à la télévision, Parisot et Estrosi sommer Thibault de s'expliquer sur le mot « rafle » employé par Foulard. Rappelons que ce mot existe depuis le XIX^e siècle, bien avant celle du Vel' d'Hiv', et a été officiellement employé pour désigner les arrestations collectives pendant la guerre d'Algérie. C'est à juste titre que le RESF dénonce les rafles organisées pour atteindre les objectifs de la politique du chiffre. Il faut appeler un chat un chat, et une rafle une rafle, sans que cela renvoie à la Shoah. Et ce n'est pas

au gouvernement le plus réactionnaire depuis Vichy, qui détruit méthodiquement tous les acquis sociaux de la Libération, comme l'a cyniquement analysé Kessler, l'ex-numéro 2 du Medef, de donner des leçons !

Clichy-sous-Bois, cinq ans après.

Le 27 octobre 2005, Zyed et Bouna, pourchassés par la police, mouraient dans un transformateur électrique. Deux jours avant, Sarkozy venait de dénoncer « la racaille » à Argenteuil et, deux jours après, les CRS lançaient une grenade dans la mosquée de Clichy-sous-Bois pendant la prière. La révolte s'est alors propagée dans tout le pays durant trois semaines. Mardi 22 octobre 2010, la décision a été prise que les deux policiers mis en examen pour « non-assistance à personne en danger » pour la mort de Zyed et Bouna seraient renvoyés devant un tribunal. Après cinq ans d'attente, la justice devait pouvoir enfin statuer sur les circonstances de la mort des deux jeunes, ce qu'attendent avec détermination les habitants de Clichy-sous-Bois. Mais le parquet a fait appel et il faudra encore attendre. Tout comme il faut encore attendre le droit au travail dans cette ville où le chômage des jeunes est de 50%.

Les Jeudi noir expulsés place des Vosges.

Le gouvernement tape fort sur les mouvements

Le chiffre 1 500 abonnéEs

supplémentaires d'ici fin janvier 2011. C'est l'objectif que nous nous sommes fixé pour assurer la survie de Tout est à nous ! En effet, notre journal est en difficulté et comme toute la presse indépendante et sans publicité, ses seules ressources sont les ventes. La nouvelle formule du journal est partout bien accueillie. Les ventes militantes augmentent, d'autant plus que cette période de fortes mobilisations sociales y est particulièrement propice. Mais pour assurer son financement à terme, il nous faut absolument augmenter le nombre d'abonnéEs. Alors, c'est le moment de vous abonner mais également de le proposer à vos amiEs, collègues et famille !

sociaux et veut le faire savoir. 32 jeunes étudiants et précaires habitant un immeuble réquisitionné depuis un an par le collectif Jeudi noir, en ont fait les frais samedi matin. Les CRS n'ont pas laissé la Marquise fêter son premier anniversaire. Cinq jours avant, les CRS ont débarqué à l'aube pour déloger ses habitants. Expulsion rapide puisque la cour d'appel avait rendu son arrêt moins de 24 heures auparavant. Arrêt qui tout en condamnant les squatters à l'expulsion reconnaissait la légitimité de leur combat. Expulsion médiatique, pendant que les CRS gardaient les habitants à l'intérieur, la préfecture distribuait des communiqués aux journalistes que Jeudi noir avait invités à une conférence de soutien. Expulsion illégitime, car contrairement à ce qui est ordonné dans l'arrêt, la préfecture n'a pas relogé les habitants. Expulsion scandaleuse, alors qu'aujourd'hui il n'existe qu'une chambre universitaire pour treize étudiants à Paris et que les prix du logement n'ont jamais été aussi élevés qu'au premier trimestre 2010, on renvoie des jeunes dans la galère de la recherche d'appart. Malgré la volonté délibérée du pouvoir de faire baisser la tête aux mouvements sociaux, nous ne

nous laissons pas faire, nous étions plus de 150 militants à dénoncer cette expulsion samedi matin et encore plus nombreux pour redire notre désaccord lundi soir. Le NPA est au côté de Jeudi noir, dénonce cette expulsion et réaffirme son soutien total aux expulsés de la place des Vosges. Ensemble, pour faire face à la crise du logement, exigeons la construction massive de logements sociaux, l'application de la loi de réquisition.

Suspect parce qu'étrangers. Le ministère de la Justice vient d'envoyer aux maires une circulaire contre les mariages de « complaisance ». Il faut bien sûr entendre par là les mariages avec une personne étrangère. Pour aider les maires, ce texte fournit un ensemble de questions à poser aux futurs conjoints afin de s'assurer qu'il s'agit d'un vrai mariage. Ainsi, ceux-ci pourront être interrogés sur la famille du futur conjoint, sa formation, leur projet de vie commune, leur rencontre... On ne doute pas que des fonctionnaires zélés demanderont le prénom de l'arrière-grand-mère paternelle et la date de vaccination du petit cousin. Et ceux qui se fichent de la famille et du CV de leur chérie pourront donc se voir accusés de mariage blanc.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE avec les grévistes



Belgique, blocage de dépôts pétroliers en solidarité avec les grévistes français (DR).
En médaillon, manifestation de soutien aux grévistes français au Brésil (DR).

“ NO COMMENT ”

La phase de démocratie politique est achevée, le mouvement n'a plus de sens.

FRANÇOIS FILLON, PREMIER MINISTRE,
LE 26 OCTOBRE.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr